INSTITUT DE FRANCE
1795

Bicentenaire de la mort de Napoléon Bonaparte

5 mai 2021

PERPÉTUER, SOUTENIR, ÉCLAIRER

FRANCE MÉMOIRE

BICENTENAIRE DE LA MORT DE NAPOLÉON BONAPARTE

Réception de Bonaparte par l'Institut

(Lithographie issue de l'ouvrage d'Antoine Vincent Arnault, *Vie politique et militaire de Napoléon*, conservée à la bibliothèque de l'Institut de France)

BICENTENAIRE DE LA MORT DE NAPOLÉON BONAPARTE DU MERCREDI 5 MAI 2021 — 5

Discours de M. **Xavier Darcos**, Chancelier de l'Institut de France — 6

Discours de M. **Jean Tulard**, membre de l'Académie des sciences morales et politiques — 9

Napoléon : l'ineffaçable victoire d'une légende, par M. **Jean-Marie Rouart**, délégué de l'Académie française — 11

Le général et les pharaons, par M. **Nicolas Grimal**, délégué de l'Académie des inscriptions et belles-lettres — 13

Napoléon Bonaparte et la science, par M. **Étienne Ghys**, Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences — 16

L'empire des arts, par M. **Adrien Goetz**, délégué de l'Académie des beaux-arts — 19

Bonaparte supprime la classe des sciences morales et politiques par M. **Jean Tulard**, délégué de l'Académie des sciences morales et politiques — 22

BICENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE NAPOLÉON BONAPARTE DU MARDI 24 JUIN 1969 — 24

Allocution du président de l'Institut — 25

Napoléon et la pensée du XIXe siècle, par M. **Jean Mistler**, délégué de l'Académie française — 26

Un rêve de Napoléon : les Archives de l'Europe, par M. **Charles Samaran**, délégué de l'Académie des inscriptions et belles-lettres — 29

Napoléon Bonaparte à l'Académie des Sciences, par M. **Maurice Roy**, délégué de l'Académie des sciences — 31

Napoléon et les Arts, par M. **Emmanuel Bondeville**, Secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts — 35

Napoléon et la première Académie des Sciences morales, par M. **Marcel Dunan**, délégué de l'Académie des sciences morales et politiques — 39

MERCREDI 5 MAI 2021

SÉANCE SOUS LA COUPOLE

Discours de
M. **XAVIER DARCOS**
Chancelier de l'Institut de France

Discours de
M. **JEAN TULARD**
membre de l'Académie des sciences morales et politiques

Discours de
M. **EMMANUEL MACRON**
président de la République

CONTRIBUTIONS DES MEMBRES DE L'INSTITUT

Napoléon : l'ineffaçable victoire d'une légende, par M. **Jean-Marie Rouart**,
délégué de l'Académie française

Le général et les pharaons, par M. **Nicolas Grimal**,
délégué de l'Académie des inscriptions et belles-lettres

Napoléon Bonaparte et la science, par M. **Étienne Ghys**,
Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences

L'empire des arts, par M. **Adrien Goetz**,
délégué de l'Académie des beaux-arts

Bonaparte supprime la classe des sciences morales et politiques,
par M. **Jean Tulard**, délégué de l'Académie des sciences morales et politiques

BICENTENAIRE DE LA MORT DE NAPOLÉON BONAPARTE

Discours de
M. **XAVIER DARCOS**
Chancelier de l'Institut de France

Monsieur le président de la République,
Madame,
Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Président du Sénat,
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
Monsieur l'ancien président de la République,
Monsieur le Grand Chancelier de la Légion d'Honneur,
Monsieur le Préfet d'Île de France,
Monsieur le Préfet de Police,
Madame la Présidente de la Région Île de France,
Madame la Maire de Paris,
Messieurs les Maires,
Monsieur le Président de l'Institut,
Monsieur le Président de la Commission administrative centrale,
Mesdames et messieurs les secrétaires perpétuels,
Chères consœurs, chers confrères,
Chers lycéens,
Mesdames, Messieurs,

Soyez les bienvenus sous la Coupole.

Au nom de tous les membres des cinq académies qui composent l'Institut de France, je tiens à vous remercier chaleureusement, Monsieur le Président de la République, d'avoir choisi de venir en ces lieux, entouré d'un aréopage prestigieux qui illustre l'unité politique, administrative et intellectuelle de la Nation tout entière.

Ce n'est pas la première fois que vous nous faites l'honneur de vous exprimer ici. À la vérité, il n'est pas nécessaire que nous vous y invitions. Vous êtes ici chez vous, puisque vous êtes le « protecteur » de l'Institut de France, notre unique tutelle. Mais votre présence aujourd'hui prend un sens nouveau. Cette séance est la première que l'Institut organise depuis qu'il a été chargé d'une nouvelle mission, celle des commémorations historiques. Le service « France Mémoire », ici créé à cet effet, avec votre assentiment, aime à voir dans cette séance une sorte d'inauguration.

Jean Tulard, avant que vous ne preniez vous-même la parole, évoquera après moi le sentiment que nous inspire le bicentenaire de la mort de Napoléon. Pour ma part, je voudrais, en quelques mots, dire dans quel esprit l'Institut de France entend assumer sa mission mémorielle.

L'Institut a déjà souvent fait mémoire, ici même, de figures ou d'événements de notre histoire : par exemple, le cinquantenaire de la constitution de la Ve République ; le centenaire de la loi de 1905 ; le bicentenaire du Code civil. En 1969, votre prédécesseur le président Georges Pompidou avait honoré de sa présence la séance de l'Institut pour le bicentenaire de la naissance de Napoléon Bonaparte. Il semble naturel qu'à votre tour vous passiez par le quai de Conti avant de vous rendre aux Invalides.

La *Coupole des Invalides* est un lieu sacré, propice au recueillement et, pour ceux qui le souhaitent, à l'hommage. La *Coupole de l'Institut* n'a pas, dans la République, la même vocation. Il semble qu'elle soit le lieu idéal quand le chef de l'État souhaite s'exprimer sur un sujet mémoriel aussi fort et aussi sensible que celui qui nous réunit aujourd'hui.

En effet, malgré les débats que notre temps nourrit au sujet de Napoléon, comment imaginer que la République soit muette et qu'elle laisse sa commémoration se faire sans elle ?

Évidemment, cette séance n'est pas l'occasion, pour l'Institut dans son ensemble, de prendre un quelconque parti. L'Institut compte cinq académies et 470 académiciens, ce qui suppose potentiellement 470 opinions différentes sur Napoléon. Et c'est très bien ainsi.

Mais l'Institut est voué au savoir, notamment au savoir historique, dans la sérénité et dans le respect de la pluralité des points de vue.

Les conditions actuelles ne nous ont pas permis de faire entendre en ce lieu les conférences, préparées par les délégués des cinq académies, et qui sont en ligne sur notre site Internet : Jean-Marie Rouart pour l'Académie française ; Nicolas Grimal pour l'Académie des inscriptions et belles-lettres ; Étienne Ghys pour l'Académie des sciences ; Adrien Goetz pour l'Académie des beaux-arts ; et Jean Tulard - encore - pour l'Académie des sciences morales et politiques. Qu'ils soient vivement remerciés pour leurs contributions.

Inutile de le nier : Napoléon occupe une place singulière, unique, dans notre histoire. Il divise ; il a toujours divisé. C'est le sort des grands hommes. Mais nous ne préférerons pas l'amnésie à la querelle.

Sur ce sujet, Chateaubriand a déjà répondu il y a près de deux siècles. Évoquer Chateaubriand au sujet de Napoléon suppose une certaine malice de ma part, surtout à cette place d'où je vous parle en ce moment. Chacun sait qu'en 1811, l'Empereur lui avait interdit de prononcer son discours de réception à l'Académie française, discours dans lequel l'écrivain avait prévu d'ironiser en saluant la liberté comme « *le plus grand bien et le premier des besoins de l'homme* ». Furieux de cette flèche, Napoléon avait menacé de fermer les portes de l'Institut et de jeter l'auteur dans un cul-de-basse-fosse. Autre temps, autres mœurs. Du moins, j'ose l'espérer, Monsieur le Président !

Trente ans plus tard, alors qu'il achève la rédaction des *Mémoires d'outre-tombe,* Chateaubriand se lamente de voir ses contemporains, séduits par la légende napoléonienne, oublier ce que furent les réalités du Consulat et de l'Empire :« *Bonaparte n'est plus le vrai Bonaparte, c'est une figure légendaire. […] Après avoir subi le despotisme de sa personne, il nous faut subir le despotisme de sa mémoire*. »

Mais croit-on que l'adversaire de Napoléon en ait conclu à l'urgence de jeter la mémoire de l'Empereur aux oubliettes ? Au contraire : le temps est venu, disait-il, « *d'examiner cet homme à deux existences, de peindre le faux et le vrai Napoléon.* » En un mot, de remplacer la légende par l'histoire.

Cette leçon, avouons-le, n'a pas vieilli. Elle justifie ce moment qui nous réunit.

Chateaubriand poursuivait son examen pour faire un bilan partagé : en quoi, à son avis, Bonaparte était-il « grand » et en quoi il ne l'était pas. Curieusement, il n'évoque pas le rétablissement de l'esclavage, qui nous révolte à bon droit. Mais il rappelle ce qu'il nomme « *les caprices de la tyrannie* », en particulier l'arrestation du pape Pie VII et sa détention pendant près de cinq années. Cet arbitraire brutal, il ne faut pas l'oublier.

Pour ne pas l'oublier, il faut commémorer.

Entendons-nous sur le sens que nous donnons à ce verbe « commémorer », puisqu'il semble actuellement prêter à la controverse. Le service de l'Institut chargé d'établir le calendrier annuel s'intitule : « *France Mémoire, service des anniversaires et commémorations historiques* ». « *Anniversaire* », tout le monde comprend de quoi il s'agit. Le sens du mot « *commémoration* » est plus ambigu.

Le terme est employé dans des situations fort différentes. Pour 2021, en me limitant aux seuls bicentenaires que nous avons retenus, outre celui de Napoléon, on trouvera la fondation de l'École des Chartes et celle de la Société de géographie, la naissance de Flaubert, de l'égyptologue Mariette, de la comédienne Rachel, de la compositrice Pauline Viardot, sans oublier la découverte de la bauxite par le français Pierre Berthier, membre de l'Académie des Sciences.

Quelle unité entre ces anniversaires si disparates et hétéroclites, sinon qu'ils représentent ensemble la diversité de ce qui fait l'histoire d'une nation ?

Pendant des siècles, le mot « commémoration » a essentiellement appartenu au vocabulaire religieux. Il désignait la mémoire liturgique d'un défunt, qu'il soit saint ou non. Au Moyen Âge, la *Commemoratio* d'une abbaye, par exemple, est l'histoire écrite de tous les

abbés successifs, quelles qu'aient été leurs qualités.

Permettez-moi de prendre un bref exemple dans ma région d'origine. Je pense à Ausone, ce poète latin qui vécut à Bordeaux au IVe siècle. À la fin de sa vie, il voulut rassembler les souvenirs qu'il avait gardés des professeurs qu'il connut au cours de sa longue existence. Il l'intitula la *Commemoratio professorum burdigalensium,* la « Commémoration des professeurs bordelais ». Pensez-vous qu'il s'agisse d'un recueil d'éloges ? Nullement ! Si les plus grands rhéteurs y sont loués avec lyrisme, les plus médiocres ne sont ni oubliés, ni épargnés. Ausone brocarde par exemple un malheureux Phebicius, dernier rejeton d'une famille de druides armoricains (un improbable descendant de Panoramix), qui tenta en vain de se reconvertir dans l'enseignement. D'un autre, un certain Crispus, il nous dit que son inspiration reposait moins sur la lecture de Virgile que sur une consommation excessive du vin de Bordeaux, en quoi je lui accorde les circonstances atténuantes.

Tous ces éducateurs ratés figurent bel et bien dans la *Commemoratio* du vieil Ausone. Bref : commémorer, ce n'est pas flagorner, mais redonner aux figures du passé, sans préjugés, une place dans la mémoire privée ou collective, laquelle mémoire, comme l'histoire elle-même, évolue avec les siècles.

À défaut d'être un hommage servile, la commémoration reste un inventaire pour le temps présent. Chaque anniversaire entre en résonance avec l'actualité, dans un dialogue toujours renouvelé. À chaque nouveau présent, les voix du passé viennent résonner différemment. C'est cette polyphonie qui fait l'histoire.

Telle est notre conception de la mission de l'Institut de France, et spécifiquement du service « France Mémoire ». Notre rôle n'est assurément pas de dicter quoi que ce soit. Mais nous accompagnons chacun dans l'approfondissement de son attachement à l'histoire et dans son appropriation d'une connaissance raisonnée de ce qui advenu naguère ou jadis. Sans anachronisme, sans parti-pris idéologique, sans rien occulter du passé, même lorsqu'il nous dérange ou nous déplait.

Monsieur le Président de la République,
Mesdames, Messieurs,

Ainsi, toujours poussé vers de nouveaux rivages, sur l'océan des âges, le vaisseau France ne pourra jamais jeter l'ancre un seul jour. Il va sa route, déjouant écueils et tempêtes, affrontant sans cesse des horizons nouveaux. Sa boussole, son recours et son secours reposent sur l'expertise que les temps révolus lui ont donnée.

Cette Coupole a vu autour d'elle tant de choses commencer et finir, que nous pouvons cultiver ici un certain rapport au temps : celui du temps long, celui d'une réflexion indépendante des pressions conjoncturelles, celui d'un recul qui tâche d'éviter anachronismes et décontextualisation.

Ce rapport distancié au temps – et donc à la mémoire – nous prédispose à œuvrer pour que notre histoire partagée ne soit pas une fiction fondée sur une myope adhésion, mais une lucidité collective. N'en déplaise à Napoléon, la France n'a pas besoin d'être un grand empire pour être une grande nation.

Je vous remercie de votre attention.

BICENTENAIRE DE LA MORT DE NAPOLÉON BONAPARTE

Discours de
M. **JEAN TULARD**
membre de l'Académie des sciences morales et politiques

Monsieur le président de la République,
Mesdames, Messieurs

L'image de Napoléon s'est partagée entre deux légendes : une légende dorée et une légende noire.

Dès la première campagne d'Italie Bonaparte a compris l'importance de la propagande et notamment de la presse : il fonde des journaux qui exaltent ses victoires. On y lit par exemple : « Bonaparte vole comme l'éclair et frappe comme la foudre. » Il fait aussi appel à l'image qu'il manipule pour impressionner les esprits. Tout est faux dans le portrait de Gros montrant Bonaparte au pont d'Arcole (c'est Augereau qui brandit le drapeau). Tout est faux dans le tableau de David évoquant le Premier Consul franchissant les Alpes sur un fougueux destrier ; en réalité c'était sur un mulet conduit par un guide.

La légende dorée s'épanouit sous l'Empire. Les bulletins de la Grande Armée embellissent les batailles, et les monuments en prolongent les victoires tandis que le catéchisme impérial met la religion au service du pouvoir.

Une histoire officielle se dessine, même si l'on ne peut nier que le régime de Napoléon fut un moment glorieux de notre passé.

À la chute de l'Empire se développe, avec tous ses excès la légende noire, celle de l'Ogre dévorant les jeunes conscrits. D'un côté Chateaubriand et les royalistes, de l'autre Benjamin Constant et les Libéraux. On retrouvera ces courants sous la IIIème République avec Maurras et l'Action française d'un côté et la gauche républicaine et communiste de l'autre.

Cette légende noire est anéantie à son tour en 1823 par la publication du Mémorial de Sainte-Hélène. Las Cases y présente Napoléon comme Prométhée enchaîné sur son rocher, il rappelle ses victoires et en fait l'héritier de la Révolution française. « Le martyre me dépouille de ma peau de tyran ». Les romantiques, les enfants du siècle, Hugo en tête, exaltent avec des accents lyriques, celui « qui apprit au monde », comme l'écrit Stendhal, que « César et Alexandre avaient un successeur ». Apogée de la légende dorée : le retour des Cendres en 1840. Mais avec la chute du Second Empire, la légende noire renaît. La Commune de Paris en 1871 abat la Colonne Vendôme.

Toutefois après l'humiliation de Sedan et la perte de l'Alsace-Lorraine, l'idée de revanche s'impose. Où trouver l'énergie nécessaire pour vaincre l'Allemagne ? On se rappelle alors que Napoléon avait brisé la Prusse à Iéna. Barrès le propose en modèle aux jeunes générations. Foch et Joffre en 14 lancent à l'assaut de l'ennemi les poilus en pensant à Eylau ou à Friedland. Pétain qui n'aime pas Napoléon se montre plus ménager du sang de ses hommes. Pour lui le canon 75 et la mitrailleuse condamnent les folles charges de Murat et de Ney.

Mais plus tard la propagande de Vichy joindra le rocher de Sainte-Hélène au bûcher de Jeanne et à la grande misère des Acadiens, pour condamner les crimes de l'Angleterre.

Puis l'histoire napoléonienne sombre au sortir de la Seconde Guerre mondiale dans l'anecdote, le pamphlet ou la science des uniformes. Regain de la légende noire : la Sorbonne est envahie en mai 68 aux cris d'« À bas l'Université napoléonienne ».

Légende noire ? Légende dorée ? Comment s'y reconnaître ? Le bicentenaire de la naissance de Napoléon en 1968 bénéficiant d'un certain consensus parut enfin l'occasion d'aborder l'histoire de Napoléon de façon objective et scientifique.

Tout commence ici même avec une séance des cinq académies en présence du président de la République, M. Georges Pompidou. J'y assistai dans le public et m'étonnai de voir à plusieurs reprises le président s'éponger le front, et paraître souvent agacé. Était-il malade ?

On s'enquit auprès du chancelier de l'époque ? Navré, il expliqua que la pluie perçait la coupole de l'Institut et que probablement elle tombait goutte à goutte, comme dans un supplice chinois sur le fauteuil du président placé involontairement dans sa trajectoire.

C'était mal commencer le bicentenaire. Mais avec Napoléon il ne faut jamais désespérer. Au 19 brumaire, à Saint-Cloud, il va être mis hors la loi quand son frère Lucien fait intervenir l'armée qui sauve le Coup d'Etat. À Marengo, à midi, il est vaincu et Talleyrand et Fouché se préparent à le remplacer, à 17 heures il est vainqueur et son pouvoir consolidé. Il se retrouve à Sainte-Hélène, prisonnier déchu et humilié et c'est pourtant de ces sinistres rochers que va partir la légende hélénienne.

De ce bicentenaire est née la volonté en 1969 de reprendre scientifiquement, loin de la légende, l'histoire du Consulat et de l'Empire.

Ma chaire de Sorbonne qui réunissait de nombreux élèves, la Fondation Napoléon et son dynamique directeur, le Souvenir napoléonien, le Cercle Napoléon, la Revue de l'Institut Napoléon et de nombreuses sociétés en province, ont été les artisans d'un renouveau des études napoléoniennes.

Edition enfin complète et non expurgée de la Correspondance de Napoléon, bibliographie critique des Mémoires sur la période, prosopographie des grands corps de l'Etat, étude à chaque anniversaire, des batailles (y compris Austerlitz, malgré le choix officiel de célébrer Trafalgar plutôt que cette victoire française) et d'innombrables livres (un par jour selon les statistiques) ont jusqu'à ce bicentenaire de 2021 – et cela continue- enrichi considérablement nos connaissances sur l'homme et sur son temps.

Il ne fallait pas se limiter à la France. La vision devait être globale (avant même que le mot fut à la mode). Et d'abord européenne. N'oublions pas que Bruxelles, Amsterdam, Hambourg, Trèves, Genève, Turin, Gênes, Florence, Rome et même à partir de 1813 Barcelone étaient des villes françaises soumises à une administration française, à une législation française. L'Europe était faite, unie contre l'Angleterre.

L'emprise de Napoléon s'étend au-delà de l'Europe. L'histoire ne l'a pas oublié. En Amérique latine les insurrections des colonies espagnoles et portugaises sont la conséquence de l'invasion des troupes françaises dans la péninsule. Les Etats-Unis s'enrichissent de la Louisiane et Surcouf s'illustre dans l'Océan Indien. Les Côtes de l'Australie sont explorées par l'expédition Baudin et reçoivent des noms napoléoniens. Un exemple frappant : j'ai dirigé une thèse sur Java. Colonie hollandaise devenue colonie française après l'annexion de la Hollande, elle fut administrée par un général de Napoléon, Daendels qui a doté l'Ile du réseau routier qui existe encore aujourd'hui.

Dans cette vision globale, deux idées-forces auxquelles Napoléon s'est heurté : l'idée de liberté et l'idée de nation.

La liberté, il l'étouffe : police et censure, fin des échanges commerciaux avec le Blocus continental et aussi rétablissement de l'esclavage qui déclenche une guerre atroce en Guadeloupe et à Saint-Domingue.

La nation, il la réveille avec son intervention en Espagne : remplacer les Bourbons par son frère joseph d'un seul trait de plume, c'est mépriser le peuple espagnol et déclencher une guerre sans fin dans la péninsule, une guerre populaire qui annonce nos guerres du XXe siècle au Vietnam, en Algérie ou en Afghanistan, une guerre où la meilleure armée du monde ne peut gagner face à un peuple insurgé.

La contagion gagne le reste de l'Europe. Les paysans russes égorgent les soldats de Napoléon dans leur retraite. Hegel ne croit plus que l'Empereur soit l'âme du monde et Leopardi défend la langue italienne contre la française. Dès 1813, le Grand Empire s'écroule.

Entre les deux bicentenaires s'est dessinée une nouvelle histoire du Premier Empire plus large et plus objective ; l'historien ne juge pas, il examine les documents, les interprète et les remet dans le contexte de l'époque (ce qu'on oublie parfois).

Je laisse aux philosophes, de Marx à Spengler, le soin de donner un sens à cette histoire, et au politique d'en tirer les conséquences.

L'historien se contente loin des polémiques, d'affirmer ce dont il est sûr.

À ses certitudes s'en ajoute une autre ce soir : À l'inverse de 1969, il ne pleut plus sous la Coupole. Entre les 2 bicentenaires, elle a été réparée. Tout un symbole.

NAPOLÉON :
L'INEFFAÇABLE VICTOIRE D'UNE LÉGENDE

PAR
M. **JEAN-MARIE ROUART**
délégué de l'Académie française

Éternelle suprématie de l'esprit sur la politique, les ennemis de Napoléon ne sont pas parvenus à le vaincre. Bien au contraire, comme si ceux-ci s'érigeaient en de mystérieux alliés de la destinée, leurs passions vivifient sa mémoire. Ce que Napoléon a perdu tardivement dans la réalité, il l'a reconquis au centuple dans la légende. Waterloo est la seule défaite qui se soit hissée au rang d'une victoire. Les foules qui défilent dans la morne plaine se soucient bien peu de Wellington et de Blücher, elles sont tout entières happées par le frisson d'une gloire que rien n'entame. Subjuguées par l'idée de la grandeur, elles y viennent pour scruter une énigme qui dépasse les aléas des exploits militaires. Et curieusement, l'admiration qu'il provoque, loin d'avoir faibli avec le temps, n'a fait que se renforcer. Rares sont les peuples, y compris ceux qui auraient pu lui garder rancune, comme les Russes, chez lesquels il n'est pas considéré comme un héros hors catégorie. Et ses admirateurs se recrutent autant dans les milieux populaires, sensibles aux images d'Épinal d'un destin hors norme, qu'auprès des écrivains pourtant en général peu enclins à être séduits par les porteurs de sabre. C'est qu'ils ont compris que derrière ce sabre, il y a une idée. Et c'est cette idée qui a enchanté Balzac, Goethe, Hegel, Stendhal, Chateaubriand, Léon Bloy, Barrès et, plus près de nous, Malraux ou Abel Gance. Témoin de ce formidable engouement : il y a autant de livres parus sur lui que de jours qui nous séparent de sa mort.

Pour autant Napoléon garde des contempteurs qui n'ont jamais désarmé. Mais cette absence d'unanimité, la virulence de ses détracteurs ont maintenu un climat passionnel qui lui a évité de devenir une idole figée, statufiée, encensée mais sans vie. On continue de l'attaquer, voire de feindre de l'ignorer et, paradoxe, particulièrement en France. Les gouvernants de la République, semblant oublier qu'une partie de ses conquêtes n'étaient qu'un prolongement de celles de la Révolution, dont il a porté une part de l'héritage, se sont acharnés à l'ignorer – oubli tonitruant, silence assourdissant. Un oubli que le monde populaire, plus simple dans ses admirations, ne comprend guère. Ainsi l'absence de célébration de la victoire d'Austerlitz. Ainsi la modeste rue Bonaparte qui serpente dans un Paris tout bruissant de ses victoires, de la gare d'Austerlitz à l'avenue d'Iéna, en passant par l'avenue de la Grande-Armée, les boulevards Murat, Berthier, Lannes, l'avenue d'Eylau, les rues de Lübeck, de Tilsitt, qui ne font que mettre en relief le grand absent mis au ban des commémorations nationales.

Que lui reprochent les gouvernants de la République ? Il faudrait pouvoir sonder l'inconscient des hommes politiques qui s'obstinent à nier son importance dans l'histoire de la France. Qu'il fût – en plus du formidable génie civil, du législateur – un homme de guerre et de conquête, cela ne devrait pourtant pas choquer outre mesure une république qui, elle-même, ne s'est pas privée de déclarer des guerres (notamment celle de 14-18 qui fut plus coûteuse en hommes, et en peu d'années, que l'ensemble des guerres napoléoniennes). Quant aux conquêtes, n'est-il pas paradoxal de voir des républicains les lui reprocher ? N'ont-ils pas conquis, comme le proclamait Jules Ferry au nom du « droit des nations supérieures à dominer les nations inférieures », des pays qui ne les menaçaient nullement : le Tonkin, Madagascar, la Tunisie, le Maroc, pour constituer ce que l'on a appelé l'Empire français ? Et cela malgré l'avertissement prophétique de Georges Clemenceau : « N'essayez pas de revêtir la violence, l'abus de la force, la rapine et la torture, du nom hypocrite de civilisation. »

En matière de droits de l'homme, les Républicains dont les principes sont éminemment respectables se sont-ils montrés plus exemplaires que l'autocrate qu'ils vouent aux gémonies ? Ayons la charité de ne pas énumérer les coups de canif dans la légalité, voire les crimes, qu'ils ont en toute bonne conscience perpétrés depuis un siècle et demi. Ils ont eu du droit et de la justice une conception à géométrie variable. Enfin, le reproche de misogynie sonne de façon

étrange venant de la bouche de ceux qui se sont opposés résolument au vote des femmes jusqu'en 1946. Admettons que, quel que soit le régime, on ne gouverne pas impunément.

Napoléon, en plus de la méditation qu'il nous offre sur un destin exceptionnel dans l'histoire moderne, nous incite à une réflexion sur l'histoire elle-même. Lui qui se montrait si sceptique sur la relation qu'en font les historiens – « l'histoire, disait-il, est un mensonge qu'on ne conteste plus ». Toutes les erreurs que nous commettons dans ce domaine concernant Napoléon, aussi bien que les grands acteurs de notre roman national, sont dues à deux facteurs souvent liés : le refus de la contextualisation et l'a priori idéologique : deux péchés mignons des Français. C'est l'absence ou le refus de la connaissance du contexte historique qui permet aux idéologies de s'épanouir et de proliférer sans vergogne puisque les bornes de la réalité ne leur font plus obstacle.

Voir le coup d'État du 18 Brumaire sans tenir compte du séisme créé par la Révolution, de la faillite totale du Directoire, de l'insécurité galopante, de la ruine et des menaces qui pesaient sur la France, c'est commettre une erreur de perspective historique. Comment comprendre sans ce contexte le soulagement des Français ? Quant au procès d'autocratie, de dictature, de tyrannie, qu'on lui intente, l'examen honnête du contexte européen sur ce point rend moins sévère : était-il plus dictatorial que l'oligarchie anglaise championne des prisonniers politiques, dont les pontons des Baléares demeurent une honte célèbre ; plus dictatorial que l'empereur François d'Autriche et Metternich flanqués de leur célèbre cabinet noir, que le tsar Alexandre Ier qui régnait à coup de knout et de servage, que le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III ? Dictateur certes, mais qui a néanmoins toléré les libelles de Benjamin Constant et les piques assassines de Chateaubriand dont il n'a tiré qu'une seule vengeance : celle de le contraindre à entrer à l'Académie française. Ce qui pour un opposant est quand même un châtiment plus doux que la sombre prison du Spielberg où l'empereur François laissa pourrir le poète Silvio Pellico pour un délit d'opinion.

Le véritable crime de Napoléon aux yeux de la République, celui qu'elle juge inexpiable, c'est, avouons-le sans fard, d'être le parangon d'une catégorie honnie : les hommes providentiels. Ne manifesta-t-elle pas la même défiance envers Clemenceau et le général de Gaulle pour une raison semblable ? L'homme providentiel est la bête noire de la République. Ne met-il pas à mal cette conception de l'égalitarisme républicain et de la souveraineté populaire ? N'est-il pas un phénomène qui dément cette croyance sacrée en la toute-puissance du peuple et de ses représentants ? De quel droit s'érige t'il en sauveur ? Qui lui a permis de s'octroyer un pouvoir exorbitant sans être passé par le lit de Procuste de l'élection cantonale et le filtre d'un parti au républicanisme dûment avéré ?

Le général de Gaulle souhaitait lever cette hypothèque en 1969 pour célébrer le deuxième centenaire de la naissance de Napoléon. L'échec du référendum l'en empêcha. Ce fut son successeur, Georges Pompidou, qui se chargea, à Ajaccio, de remplir ce devoir. L'hommage qu'il lui rendit fait honneur à la République, car loin de nier l'importance de Napoléon, il lui restitue son rôle dans l'histoire de la France et dans son évolution vers la République. Je le cite : « C'est Napoléon qui a contraint les Français, déchirés et coupés les uns des autres par la tourmente révolutionnaire, non pas à oublier leurs divisions mais à les dominer et à refaire l'unité nationale. » Et le président Pompidou conclut magnifiquement : « Il n'a pas donné le bonheur à la France. Mais, à défaut de bonheur, il a atteint aux cimes de la grandeur et en a comblé la France, au point que depuis, notre peuple ne s'est jamais résigné à la médiocrité et a toujours répondu à l'appel de l'honneur. »

Il faut saluer le geste d'intelligence historique et de tolérance nationale que réitère aujourd'hui la République à travers la personne de son Président, Emmanuel Macron, en saluant Napoléon comme voulait le faire solennellement le général de Gaulle. C'est à ce prix que la République montre sa filiation généreuse avec tous les grands acteurs du roman national. La France ne peut plus se permettre d'exclure de son panthéon, au nom de tel ou tel reproche de circonstance, aujourd'hui anachroniques, un homme que le monde entier considère comme la plus grande gloire de la France. Elle ne peut sans se renier ignorer le génie qui l'a en partie façonnée.

LE GÉNÉRAL ET LES PHARAONS

PAR
M. **NICOLAS GRIMAL**
délégué de l'Académie des inscriptions et belles-lettres

Tout commence, en fait, le 16 août 1797 : Bonaparte vole de victoire en victoire en Italie ; il conseille alors au Directoire d'annexer l'Égypte, « pour détruire véritablement l'Angleterre ». Après le coup d'État du 18 fructidor, il insiste auprès de Talleyrand, le 13 septembre. Un mois plus tard, le 17 octobre, la paix de Campo-Formio est signée ; le lendemain-même, le général vainqueur revient à la charge auprès de Talleyrand. Si bien que, le 26, le Directoire lui confie le commandement en chef de l'armée d'Angleterre.

Un autre enchaînement historique, en apparence sans rapport, va peser lourd, lui aussi, sur la suite des événements. Le 8 août 1793, la Convention dissout toutes les institutions royales et, notamment, les Académies. Mais, comme chacun sait, la nature a horreur du vide. Deux ans plus tard, le 25 octobre 1795, elle crée l'Institut national des sciences et des arts, ancêtre de l'actuel Institut de France. Il rassemble 144 membres, répartis en trois classes : 60 dans la section des Sciences physiques et mathématiques, 48 dans celle de Littérature et Beaux-Arts, et 36 dans celle, toute nouvelle, des Sciences morales et politiques. Le 25 décembre 1797, Bonaparte est élu à l'Institut, dans la section des Arts mécaniques de la classe des sciences physiques et mathématiques, au fauteuil de Lazare Carnot, déclaré vacant après le coup d'État du 18 fructidor.

L'idée d'une invasion de l'Angleterre prospère dans l'esprit des membres du Directoire, probablement non sans arrière-pensées, car attaquer l'ennemi directement au cœur était plus que risqué. Dument missionné, Bonaparte passe en revue sur le terrain au début de 1798 les possibilités d'une opération maritime à partir de Boulogne, Calais ou Dunkerque, pour finir par renoncer au projet. Talleyrand le rejoint alors dans son idée première de s'attaquer à l'Égypte, afin de couper la route des Indes à la Grande-Bretagne.

Le 5 mars, le Directoire charge ce jeune général trop brillant et trop populaire, de mener une expédition en Égypte : vainqueur, il deviendrait le bras armé de la France, qui en avait plus que jamais besoin face à l'Europe ; vaincu, il serait moins dangereux politiquement. Ce calcul, qui se voulait doublement gagnant s'avéra perdant sur toute la ligne : le désastre naval d'Aboukir, l'expédition de Syrie et l'échec du siège de Saint-Jean d'Acre mettront un terme aux ambitions françaises sur les terres de la Sublime Porte. Malgré la victoire de la seconde bataille d'Aboukir, la révolte grondera au Caire après les massacres d'octobre 1798, et c'est un pouvoir fragile que Bonaparte remettra à Kléber lorsqu'il quittera précipitamment l'Égypte en août 1799. Kléber est assassiné en juin 1800. Ce sera le général Menou qui capitulera, un an plus tard, face aux Turcs et aux Anglais, après la défaire de Canope. Les débris de l'armée d'Orient seront rapatriés, sans gloire, par leurs vainqueurs en septembre 1801. Entretemps, il y aura eu le 18 Brumaire et un premier consul, auréolé d'une nouvelle gloire entretenant sa légende, marchant à grands pas vers l'empire

Bref, l'armée d'Orient est créée en avril 1798. Bonaparte s'entoure de dix généraux — Kléber, Desaix, Murat, Lannes, Davout, Menou, Caffarelli, Jullien, Andréossy et Dumas — et réunit une véritable armada de 40 000 hommes de troupe, 10 000 marins, portés par 400 navires de toutes sortes, qui traverse la Méditerranée orientale, prend Malte et débarque en Alexandrie le 1er juillet. Puis c'est Choubrâ et la défaite des cavaliers mamelouks le 13 juillet, et, le 21 juillet, la bataille des pyramides.

Avant même que l'imagerie d'Épinal n'en diffuse, beaucoup plus tard, les épisodes glorieux, avant même que les peintres de cour n'en figent la version officielle, la légende s'est très vite emparée de l'épopée orientale du futur empereur. On ne retient que la bataille des pyramides du haut desquelles « quarante siècles » étaient censés contempler une armée, qui ne pouvait pas les voir depuis le champ de bataille - et la redécouverte d'un Orient lointain et mystérieux qui n'est pas sans laisser, consciemment ou non, un léger arrière-goût de croisade.

Plus de deux siècles d'amitié avec le pouvoir ottoman sont ainsi effacés, et c'est en libérateur autoproclamé que Bonaparte débarque sur le sol égyptien. La phraséologie impériale naissante développe ce subtil glissement de l'idéologie révolutionnaire vers le pouvoir divin du futur monarque dès 1802, avec la première ébauche des *Pestiférés de Jaffa* réalisée par Antoine-Jean Gros, puis en 1804 avec l'œuvre définitive, exposée le 18 septembre dans le tout nouveau musée du Louvre : dans une mosquée dominée par le drapeau tricolore, le général vainqueur, impavide, touche la poitrine d'un pestiféré, malgré la crainte d'un membre de sa suite, qui tente de retenir sa main. Le 2 décembre de la même année, Napoléon Ier est sacré empereur à Notre-Dame de Paris. Des Lumières à la Croix en passant par les pharaons !

Trente ans plus tard, l'expédition de Morée procédera du même esprit, avec une référence encore plus marquée aux croisades, puisqu'il s'agira de libérer le « berceau de la civilisation européenne » - entendons les chrétiens du Péloponnèse - du joug turc.

Les deux expéditions ont un autre point en commun : les opérations de terrain se sont doublées d'une enquête scientifique, elle aussi dans l'esprit des Lumières, ne serait-ce que par son souci d'exhaustivité. Dans le cas de l'Égypte, l'espoir d'une mainmise durable sur les rives du Nil avait incité Bonaparte à entreprendre un travail de fond, de façon à doter le pays de structures juridiques, administratives, mais aussi scientifiques, directement inspirées du modèle français. C'est ainsi que, à peine arrivé au Caire, il crée, le 26 août 1798, un Institut d'Égypte, sur le modèle de l'Institut de France, qui avait été mis en place trois ans plus tôt à Paris. Ses missions, telles que définies par l'article 2 de son décret de création, étaient « le progrès et la propagation des Lumières en Égypte, la recherche, l'étude et la publication des faits matériels, industriels et historiques de l'Égypte, de donner son avis sur les différentes questions pour lesquelles il sera consulté par le gouvernement. »

L'Institut d'Égypte aura, à son tour, plus tard, une influence sur l'Institut de France, au moins vestimentaire. Les membres de l'Institut, en effet, demandaient à porter un habit, qui leur permît d'être distingués et reconnus dans les cérémonies officielles. L'arrêté consulaire du 13 mai 1801 instaure « l'habit vert », ainsi nommé familièrement pour les rameaux d'olivier brodés sur sa toile bleue réglementaire. Une épée d'ordonnance, remplaçant le bouton, règle définitivement la distinction, qui n'est désormais politiquement plus de mise, entre nobles et roturiers. Le modèle original en est celle que portaient les membres de l'Institut d'Égypte, dont la fusée est ornée de plaquettes de nacre gravée d'un buste d'Isis Pharia, protectrice du navigateur en eaux lointaines.

Mais revenons à l'Institut d'Égypte. Il réunissait, en quatre sections, les plus brillants membres de la Commission des Sciences et des Arts, ces 156 savants que le général avait joints à l'expédition, une petite troupe inapte au combat, mais aussi précieuse que les ânes, du moins si l'on en croit la légende de la bataille des pyramides !

Les quatre sections, regroupent en tout 36 membres. Dans la section de mathématiques, la plus nombreuse, figurent Bonaparte, Louis Costaz, Joseph Fourier, Étienne Louis Malus, Gaspard Monge, Antoine François Andréossy, Michel Ange Lancret, Nicolas-Antoine Nouet, François Marie Quenot, Jacques-Marie Le Père et Charles Dugua. Dans la section de physique et histoire naturelle, Claude Louis Berthollet, René-Nicolas Dufriche Desgenettes, Déodat Gratet de Dolomieu, Étienne Geoffroy Saint-Hilaire, Adrien Raffeneau-Delile, Jules-César Savigny, Hippolyte-Victor Collet-Descotils, Antoine Dubois, Pierre Joseph de Beauchamp, Denis Samuel Bernard, Jacques-Pierre Champy. La section d'économie politique est la plus réduite, avec le général Caffarelli, Jean-Lambert Tallien, Louis Alexandre de Corancez, Pierre Jacotin et Joseph Sulkowski. La section Littérature et arts comprend Vivant Denon, Jean-Baptiste Lepère, Henri-Joseph Redouté, Charles Norry, Jean Constantin Protain, Louis Ripault, André Dutertre, Jean Michel de Venture de Paradis et Michel Rigo.

Pour la plupart ingénieurs issus des Ponts-et-Chaussées ou de Polytechnique, ils relevèrent, étudièrent tout ce qui, de la Méditerranée à la Cataracte, sans oublier la mer Rouge et l'Arabie, pouvait l'être, amassant, jusqu'à la défaite de Canope, une somme immense de notes et documents, dont les soixante-deux séances de l'Institut d'Égypte, au fil de ces seulement trois années, donnent une idée vertigineuse. Si le droit napoléonien survécut au départ des Français, tout comme la mise en place d'une cartographie moderne ou l'imprimerie, la véritable postérité de l'Expédition fut la publication du travail des membres de la Commission des Sciences et des Arts, et ce dans les domaines les plus divers. La liste en est

longue, mais on peut évoquer la géologie avec Déodat Dieudonné Sylvain Guy Tancrède Gratet de Dolomieu, qui avait publié en 1793 un *Mémoire sur la constitution physique de l'Égypte* ; la zoologie avec Étienne Geoffroy Saint-Hilaire, assisté d'Henri-Joseph Redouté ; la botanique avec Alire Raffeneau-Delile, qui introduit en France le lotus et le papyrus ; l'hydrographie par la commission Girard. Il faudrait encore ajouter les observations et études de Gaspard Monge, Claude-Louis Bertholet, Jean-Joseph Fourier, les relevés de monuments antiques de Jean-Baptiste Prosper Jollois et Edouard de Villiers du Terrage, les découvreurs du tombeau d'Amenhotep III à Thèbes, les fouilles de Jean-Baptiste Lepère et Jean-Marie-Joseph Coutelle à Gîza et Saqqâra... L'inépuisable et inventif Nicolas-Jacques Conté fut l'homme-orchestre de l'Expédition : peintre, géomètre, hydraulicien, aérostier, chimiste, physicien, mécanicien, il approvisionne en armes et outils aussi bien les soldats que ses confrères, les chirurgiens que les botanistes, multipliant inventions et observations, qui viendront enrichir la future *Description de l'Égypte*.

Il convient de réserver une place particulière à Dominique Vivant Denon, extraordinaire observateur et dessinateur autant qu'habile arriviste, qui suit la campagne de pacification du delta, puis accompagne le général Desaix en Haute-Égypte à la poursuite de Mourad Bey, multipliant en treize mois, et non sans courage, au milieu d'escarmouches et de combats incessants, relevés et plans de temples, vues de monuments, scènes pittoresques campant aussi bien les habitants des rives du Nil que les membres de la Commission au travail, détails architecturaux, voire inscriptions hiéroglyphiques. Revenu en France en même temps que Bonaparte, il brûle la politesse à ses collègues et publie son *Voyage dans la Basse et la Haute-Égypte pendant les campagnes du général Bonaparte* en 1802, soit juste après le retour des derniers rescapés de l'aventure égyptienne. Les neuf volumes de textes et les 974 planches de la *Description* ne paraîtront que plus tard, de 1809 à 1824, au terme de longues années de mise en forme et de rédaction, sous la férule d'Edme François Jomard, réalisées dans l'enceinte de l'Institut de France, devenu ainsi l'éditeur de son frère d'Égypte, les principaux membres de la Commission ayant rejoint ses rangs.

Les destins croisés de l'ambitieux général et de l'Institut laissèrent ainsi une trace profonde et durable dans la vie de nos compagnies, plus particulièrement dans celle de l'Académie des Inscriptions & Belles-Lettres, qui leur doit de rayonner sur l'orientalisme français, en partie grâce à la géniale découverte de Champollion, qu'il y expose en séance le 27 septembre 1822, rendant ainsi au monde l'intelligence des hiéroglyphes et jetant les bases nécessaires à la science qu'il inventait. L'ironie du sort voulut que ce soit la pierre de Rosette, saisie comme prise de guerre par l'armée britannique en 1801 et exposée au British Museum dès l'année suivante, qui en devienne l'instrument.

NAPOLÉON BONAPARTE ET LA SCIENCE

PAR
M. **ÉTIENNE GHYS**
Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences

« *Si je n'étais pas devenu général en chef et l'instrument du sort d'un grand peuple, je me serais jeté dans l'étude des sciences exactes. J'aurais fait mon chemin dans la route des Galilée et des Newton. Et puisque j'ai réussi constamment dans mes grandes entreprises, eh bien, je me serais hautement distingué aussi par des travaux scientifiques. J'aurais laissé le souvenir de belles découvertes. Aucune autre gloire n'aurait pu tenter mon ambition.* »

Ces propos de Bonaparte, rapportés par Arago, nous confirment qu'il ne manquait pas d'ambition. Mais que son ambition se tourne aussi vers la science, en laissant entendre qu'il pourrait même dépasser Newton, alors que Lagrange avait pourtant déclaré — naïvement — que c'était impossible, voilà qui est beaucoup plus intéressant ! Dans l'histoire de France, certains de nos rois, empereurs, ou présidents ont soutenu les sciences, mais Napoléon Bonaparte est probablement le seul qui aurait rêvé d'être un scientifique… s'il n'avait pas été « *l'instrument du sort d'un grand peuple* ».

Bonaparte a aimé la science mais il a surtout compris très rapidement qu'il pourrait se servir des scientifiques pour développer son projet politique. En retour, les scientifiques l'ont aimé et l'ont soutenu, parfois servilement. Monge, le mathématicien, et Berthollet, le chimiste, furent littéralement fascinés par le jeune général pendant la campagne d'Italie. Ils parvinrent à faire élire Bonaparte à l'Institut national en 1797 alors qu'il n'avait que 28 ans et que ses contributions scientifiques étaient inexistantes, et… le resteront. Le général prendra le fauteuil de Lazare Carnot, infiniment meilleur scientifique que lui, mais qui venait d'être exclu de l'Institut à la suite du coup d'État de fructidor, dont Bonaparte fut d'ailleurs l'un des instigateurs. L'Institut fit preuve d'une clairvoyance intéressée en s'assurant les faveurs de celui qui deviendrait plus tard son protecteur. Réciproquement, Bonaparte utilisera souvent le prestige de son nouveau statut et signera ses lettres « *Le membre de l'Institut, général en chef, Bonaparte* ».

On raconte que le 11 décembre 1797 Bonaparte déjeuna avec quelques membres influents de l'Institut pour assurer son élection qui devait avoir lieu deux semaines plus tard. Pour exhiber ses talents mathématiques, il expliqua à Laplace — celui qu'on appelait le Newton français — comment trouver le centre d'un cercle si on ne dispose que d'un compas et pas de règle. Laplace se serait exclamé « *Nous attendions tout de vous, général, sauf des leçons de géométrie* ». Bonaparte a-t-il mentionné que cette construction géométrique était en quelque sorte une prise de guerre, puisqu'il l'avait soutirée d'un mathématicien milanais, du nom de Mascheroni, qu'il venait de rencontrer lors de la campagne d'Italie ? C'est — peut-être — ce qui a convaincu Laplace de voter pour Bonaparte.

C'est ensuite la campagne d'Égypte, qui se conclura par une déroute militaire mais un succès scientifique remarquable. Sait-on que Bonaparte a été suffisamment séducteur pour que 160 savants acceptent de s'embarquer à Toulon avec 50 000 soldats, sans avoir la moindre idée de leur destination finale ? On raconte que la seule information qu'on avait donnée au géologue Dolomieu était que « *là où l'on va il y a des montagnes et des pierres* ». Avait-on déjà vu dans l'Histoire une armée d'envahisseurs s'adjoindre des mathématiciens, naturalistes, archéologues et philologues ? La guerre et la science font parfois des alliances. Sur le pont du bateau qui le conduisait à Alexandrie, Bonaparte s'instruisait et organisait des conversations scientifiques, au grand dam des soldats qui trouvaient tout cela inutile. Des colloques de science à bord d'un navire de guerre ! Dès l'arrivée en Égypte, après la victoire des Pyramides (« *quarante siècles vous contemplent* »), l'Institut du Caire est fondé à l'image de l'Institut national : président Monge, Secrétaire perpétuel Fourier, vice-président Bonaparte. Derrière les troupes qui piétinent dans le désert à la poursuite des Mamelouks, Monge écrit des articles expliquant le phénomène des mirages et Berthollet comprend la

nature des équilibres chimiques en observant des lacs de natron.

Bonaparte s'enfuit précipitamment d'Égypte fin 1799, avant la déroute annoncée, en abandonnant son armée et la plupart des savants de l'expédition. Mais ses amis de toujours, Berthollet et Monge, sont du voyage de retour vers Paris. Quelques jours plus tard, c'est le coup d'État du 18 brumaire, la fin du Directoire, le début du Consulat, qui mènera ensuite à l'Empire et au pouvoir absolu de Napoléon Bonaparte, jusqu'à Waterloo, en 1815.

La période du Consulat et de l'Empire fut probablement la plus glorieuse de l'Histoire des sciences en France. Voici en vrac quelques noms qui sonnent comme une liste de rues de Paris : les mathématiciens Fourier, Lacroix, Lagrange, Laplace, Legendre, Monge, Poisson, les astronomes Arago, Cassini, Lalande, les physiciens Ampère, Biot, Borda, Carnot, Coulomb, Haüy, Malus, les chimistes Berthollet, Chaptal, Fourcroy, Gay-Lussac, les naturalistes Cuvier, Geoffroy Saint Hilaire, Jussieu, Lamarck, les médecins Laennec ou Sabatier, et j'en oublie beaucoup !

Napoléon a très largement soutenu la science pendant cette période. Un soutien non seulement de principe, mais surtout financier. Les savants n'ont probablement jamais été si bien payés dans notre histoire : de quoi nous rendre jaloux aujourd'hui. Des prix très généreux sont distribués par l'Institut. Par exemple, impressionné par les expériences de Volta, l'empereur offre une somme considérable pour faire progresser la théorie naissante de l'électricité.

Napoléon Bonaparte était persuadé que les savants doivent jouer un rôle majeur dans la vie politique et il a placé quelques-uns d'entre eux aux postes les plus élevés. Jamais le monde politique français n'a été aussi au fait des derniers progrès de la science. Là encore, on aimerait s'en inspirer aujourd'hui. Certes, le premier essai fut un échec. Trois jours après le 18 brumaire, Laplace fut nommé ministre de l'Intérieur. Le premier consul le révoquera six semaines plus tard, et se justifiera en écrivant « *Géomètre de première catégorie, Laplace n'a pas tardé à se montrer un administrateur plus que médiocre ; dès son premier travail nous avons immédiatement compris que nous nous étions trompés. Laplace ne traitait aucune question d'un bon point de vue : il cherchait des subtilités de partout, il avait seulement des idées problématiques et enfin il portait l'esprit de l'infiniment petit jusque dans l'administration.* » Mais Napoléon a su faire des choix remarquables de grands serviteurs de l'État parmi les meilleurs scientifiques, héritiers des Lumières. Je ne citerai que deux exemples emblématiques, Fourcroy et Chaptal.

Fourcroy, chimiste, est l'auteur d'une refonte du système éducatif français, avec la création en particulier des fameux lycées napoléoniens en 1802, dans lesquels la science occupe enfin la place qu'elle mérite : une vraie révolution par rapport à l'Ancien Régime. On y enseigne bien sûr le latin, l'histoire et la géographie, mais également, à égalité avec les humanités, les mathématiques, la physique, chimie, histoire naturelle et minéralogie, au long d'un cursus de six années se terminant par des études de belles lettres latines et françaises et de mathématiques dites transcendantes. Hélas, la mise en pratique sera laborieuse et dès 1809, avec la création de l'Université Impériale, la belle égalité va régresser, et l'enseignement scientifique va disparaître virtuellement lors de la Restauration. On reproche alors à la science de détourner de la Religion. Au cours du dix-neuvième siècle, l'enseignement des sciences va connaître des hauts et des bas et il faudra attendre la grande réforme pédagogique de 1902 pour revoir une renaissance très partielle de la science au lycée. Aujourd'hui, la science est encore le parent pauvre de l'école primaire.

Quant à Chaptal, sa contribution va bien au-delà de la production du sucre à partir de la betterave, alors que le blocus continental empêchait l'importation de sucre de canne. Il fut un excellent ministre de l'Intérieur en donnant une impulsion à l'industrialisation de la France qui se poursuivra pendant tout le siècle. Il actualise le mode de fonctionnement des professions médicales, réforme les hôpitaux. Il promeut la vaccination avec enthousiasme, sans la rendre obligatoire, un peu comme aujourd'hui. Il organise le réseau routier, rétablit les chambres de commerce, met en place les premiers services publics de statistiques, importants pour une bonne administration nationale. Il n'hésite jamais à s'opposer à l'empereur, qui ne lui en tiendra pas rigueur.

Napoléon protégea l'Institut de France, parfois de manière excessive : dans la loi du 11 floréal de l'an X, on lit « *qu'aucun établissement ne pourra désormais prendre le nom d'Institut. L'Institut national sera le seul établissement public qui portera ce nom* ». Cette loi n'a pas été

abrogée à ce jour et semble peu appliquée ! En retour, l'Institut de France n'a pas manqué de montrer son affection pour l'empereur, par exemple en inaugurant en grande pompe une statue majestueuse au Palais Conti. Napoléon y est représenté en costume impérial et sa main droite repose sur une petite colonne sur laquelle est gravée une Minerve, symbole de l'Institut. Lors de la cérémonie on exécuta un chant lyrique très obséquieux. Les milieux scientifiques et politiques connaissent la flatterie.

Bien sûr, des liens si intimes fondés sur des séductions mutuelles ne peuvent qu'engendrer des crises lorsque la confiance est remise en question. Depuis l'île d'Elbe, pendant la première Restauration, Napoléon a remarqué avec amertume l'empressement avec lequel l'Institut l'avait renié. Le président de l'Institut n'avait-il pas écrit, dès le lendemain de l'abdication de l'empereur : « *Avec la liberté, nous retrouvons le roi que nos vœux appelaient* » ? Après le vol de l'aigle, de retour à Paris, l'empereur fait part de son irritation par l'intermédiaire de Lazare Carnot, devenu son ministre de l'Intérieur. Il ne souhaite plus être membre de l'Institut, il n'est plus l'un de leurs confrères, il est en revanche leur supérieur, et le titre qu'il convient de lui donner dorénavant est celui de protecteur de l'Institut.

L'amour de Napoléon pour la science n'était pas feint. Après Waterloo, il croyait pouvoir s'enfuir en Amérique sans difficulté. « *Le désœuvrement, dit-il à Monge, serait pour moi la plus cruelle des tortures. Condamné à ne plus commander des armées, je ne vois que les sciences qui puissent s'emparer fortement de mon âme et de mon esprit. Apprendre ce que les autres ont fait ne saurait me suffire. Je veux dans cette nouvelle carrière, laisser des travaux, des découvertes, dignes de moi. Il me faut un compagnon qui me mette d'abord et rapidement au courant de l'état actuel des sciences. Ensuite nous parcourrons ensemble le nouveau continent, depuis le Canada jusqu'au Cap Horn, et dans cet immense voyage nous étudierons tous les grands phénomènes de la physique du globe, sur lesquels le monde savant ne s'est pas encore prononcé.* » Monge s'écria : « *Sire, votre collaborateur est trouvé : je vous accompagne !* » . Napoléon répondit que son ami Monge était trop âgé pour se lancer dans l'aventure. « *Sire, répliqua Monge, j'ai votre affaire avec la personne d'un de mes jeunes confrères, Arago.* » Le jeune Arago n'accepta pas l'offre. On le comprend, il avait beaucoup mieux à faire en France. Plus tard, à Sainte Hélène, Napoléon dira de Monge : « *Il m'aimait comme une maîtresse, et je lui rendais bien* ». Quant à Monge, il avouera vers la même époque : « *J'ai eu quatre passions : la Géométrie, l'École polytechnique, Berthollet et Bonaparte*. »

En effet, Napoléon et la science se sont aimés avec passion.

L'EMPIRE DES ARTS

PAR
M. **ADRIEN GOETZ**
délégué de l'Académie des beaux-arts

Le style Empire avait-il besoin de Napoléon pour exister ? Qui est l'inventeur de ce moment de l'histoire du goût, qui ne s'appela jamais « style Napoléon » - alors que, par une injustice de l'histoire, le style Napoléon III, jadis vilipendé, éclectique et éclatant, rivalise dans cette longue galerie qu'est la grammaire des arts décoratifs, avec le style Louis XV ?

Est-il sorti tout armé de la tête de Dominique-Vivant Denon, ministre des arts sans en avoir le titre, que Pierre Rosenberg appela « l'œil de Napoléon » lors d'une mémorable exposition au Louvre en 1999 ?

L'inventeur de génie est-il Jacques-Louis David, « premier peintre de l'Empereur », dont le style ne doit rien à l'Empire puisque le peintre des *Sabines* est né en 1748 et que son manifeste, *Le Serment des Horaces*, date du règne de Louis XVI ?

Est-ce le maître de celui-ci, Joseph-Marie Vien ? Mais sa *Marchande d'amours*, tableau pompéien conservé à Fontainebleau, un des premiers miracles du retour à l'antique, est de 1763 et fut accroché à Louveciennes au temps de Mme du Barry.

Joseph-Marie Vien, le comte Vien, seul peintre qui, au pays d'Ingres, de Delacroix et de Monet, a l'honneur de reposer au Panthéon. Est-ce pour avoir inventé le style Empire ? Il suffit de l'apercevoir dans le tableau du Sacre, vieille tête à perruque, pour comprendre que non.

La gloire de l'Empire est-elle une création de cette cohorte de jeunes gens, Gros, Girodet, Gérard, Guérin, auxquels, pour avoir cinq G, il convient d'ajouter Géricault, bonapartiste peut-être mais futur mousquetaire du roi sous Louis XVIII - comme le rappelle Aragon dans son roman *La Semaine sainte* ?

Faut-il plutôt attribuer aux architectes le mérite de l'invention de ce style qui étendit son empire des petites cuillères de Biennais à l'arc de triomphe du Carrousel, orné par Cartellier, Corbet ou Ramey, de la Casa del Labrador d'Aranjuez à Rosersberg et Rosendal, les châteaux en Suède de Bernadotte ?

Les artistes qui donnèrent le ton à l'Europe étaient-ils Percier et Fontaine, suivis du cortège de leurs innombrables épigones qui transformèrent les raffinements de leurs inventions en ennuyeux palais de justice bâtis sur toute la planète ?

Tous les noms que je viens de citer, ou presque, sont ceux de membres de la classe des beaux-arts de l'Institut. Il faut les imaginer ici, dans ce palais que domine cette statue fièrement signée, en 1810, « Roland, membre de l'Institut et de la Légion d'honneur », où l'empereur distribue les lauriers et les croix accumulés sur une stèle où Athéna reste pensive. Cette coupole, creuset du style Empire, où siégèrent ensemble le vieil Houdon et Guillon-Lethière, métis, né à Sainte-Anne en Guadeloupe, fils d'une esclave affranchie, peintre virtuose, élève de David, ami d'Ingres, directeur de la Villa Médicis en 1807, l'un des premiers hommes de couleur à être élu à l'Institut en 1818.

Avec eux tous, les membres étrangers se nommaient alors Canova ou Benjamin West, Sergel ou Paisiello. Le génie de la France s'ouvrait aux lumières du monde. Bonaparte se sentait des leurs, lui qui était devenu membre de l'Institut dans la classe des sciences physiques et mathématiques, grâce à une addition dont l'historien Lenotre, dans le plus drôle des chapitres de ses *Croquis de l'épopée*, a prétendu qu'elle était fausse, ce qu'Étienne Ghys peut-être a depuis vérifié.

Si le jeune Bonaparte était mort d'un boulet tiré au siège de Toulon, ou d'une boule de neige à Brienne comme l'élève Dargelos de Cocteau, l'histoire des arts aurait-elle été changée ? David aurait probablement peint le triomphe du général de La Fayette, calme sur un cheval fougueux, entrant dans Londres. Un style Louis XVII, qu'imaginera bien plus tard un Emilio Terry au temps de la Café Society, aurait imposé ses frontons, ses colonnes doriques sans bases et ses Victoires de bronze à l'Europe non plus conquise mais séduite et aux États-

Unis d'Amérique, allié naturel de la France.

Napoléon, organisateur de mystères qui le dépassent, est-il pour quelque chose dans l'art de son règne ?

Oui, car il visait juste, et il ne s'agit pas ici de bête et lourde propagande. Il imaginait son histoire et déjà sa légende. Bonaparte est un artilleur, comme Laclos, il pointe, il organise, il bastionne. Son vrai rôle dans les arts est là, il orchestre les liaisons dangereuses de David et de Denon, joue les uns contre les autres, manque de renvoyer à Canova la plus étonnante de ses sculptures et refuse l'esquisse d'un portrait officiel à David.

Il sait, dans l'atelier de celui-ci, à quel moment il faut faire donner la garde et achever, pour 1814, le grand *Léonidas aux Thermopyles*, vision d'une troupe spartiate qui meurt plutôt que de se rendre. Il les manœuvre tous, avec génie, ils sont ses grognards et ses voltigeurs, les Nestors de l'Académie et les Marie-Louise des ateliers.

Son « premier peintre » se croit devenu aussi puissant que l'étaient Charles Le Brun ou François Boucher, qui portèrent ce titre, mais habilement il oblige David à céder l'autorité sur les manufactures, Sèvres, les Gobelins, Beauvais, la Monnaie et même la Chalcographie à Denon son rival. C'est ce dernier qui répartit les sujets, définit les programmes – s'attirant la haine du jeune Ingres. Denon se sert d'une amitié née sur le bateau qui croisait vers Alexandrie et rendue plus solide encore au retour d'Égypte - encore un nom de style.

Le musée Napoléon, cette œuvre dont Denon fut l'auteur, le plus grand que le monde ait connu, au Louvre, encyclopédique et populaire, a été l'école centrale où Géricault apprit l'art de toutes les écoles, copiant Rubens, Titien ou Raphaël pour inventer son style, comme le jeune Proust écrivant ses pastiches. Ce Louvre ouvert et généreux n'a rien de commun avec les rapines et les pillages d'œuvres d'art des barbares du XXe siècle, auxquels certains ont voulu récemment encore l'assimiler.

Bonaparte manipule ses maréchaux des arts avec talent : Percier et Fontaine veulent des fenêtres dans la Grande Galerie du Louvre, Denon des cimaises pour les tableaux. Il arbitre.

Joséphine compte, elle est la première à saisir le génie de Gros, qui se fait passer pour « peintre d'histoire » alors qu'il fait l'histoire à coup de tableaux. Il transforme la journée d'Arcole où le général pataugea dans la boue en triomphe d'un jeune homme romantique, les cheveux longs dans le vent. Il fait du drame des pestiférés de Jaffa une toile monumentale qui, en 1804, prépare le sacre de ce nouveau thaumaturge. La commande et peut-être l'idée viennent de Joséphine.

Avec eux tous, l'empereur joue les stratèges. Une fois, il choisit lui-même un sujet, *La Révolte du Caire*, pour Girodet. Nul n'osa contester mais c'est à peu près comme si le général Franco avait demandé à un artiste d'immortaliser Guernica.

Le tableau, peu montré, a toutes les couleurs de ce qui ne s'appelle pas encore l'orientalisme, l'élan de ce que certains critiques déjà, à propos de la *Sapho* de Gros, ont appelé romantisme. Les tableautins troubadour du salon de musique de Malmaison, comme les personnages de cristal inspirés par les brumes gaéliques des poèmes d'Ossian qui sont accrochés un peu plus loin, n'appartiennent en rien à ce que certains appelaient naguère le néoclassicisme. Il s'agit d'une Antiquité rêvée, anti-archéologique, dont les racines se perdent au temps d'Homère et les prolongements mythiques vont jusqu'au Moyen Âge et à la Renaissance.

La force du style Empire c'est d'être déjà romantique, et de cacher ce paradoxe sous d'imperturbables colonnades. Si, comme l'a écrit Francis Ponge dans *Pour un Malherbe*, le classicisme est la corde la plus tendue du baroque – car Ponge croyait que le baroque existait – le romantisme est une corde de la harpe classique, un son inattendu de ce bel instrument qu'est le style Empire.

La musique du temps de l'Empire demeure aujourd'hui une Atlantide. Que de partitions englouties, jamais jouées, disparues, un peu comme le continent Louisquatorzien était *terra incognita* avant que William Christie ne commence à faire réentendre Lully et Charpentier... De Méhul il n'a enregistré je crois que *Stratonice*, il nous reste à découvrir un jour *Mélidore et Phrosine*, *Le Pont de Lodi*, *Les deux Aveugles de Tolède*, *Le Prince troubadour*, *La Journée aux aventures*...

L'Empire a été caricaturé parce que dès la fin du siècle on ne l'entendait plus. Ses mélodies s'étaient éteintes.

La scène est célèbre : la princesse de Guermantes parle au général de Froberville de ces gens « qui ont un nom de pont », les Iena. Proust saisit le renversement du goût qui s'opère en son temps, le moment où l'Empire commence à être regardé :

« Pensez que tous leurs meubles sont "Empire" !

— Mais, princesse, naturellement, c'est parce que c'est le mobilier de leurs grands-parents.

— [...] ça n'est pas moins laid pour ça. [...] Je ne connais rien de plus pompier, de plus bourgeois que cet horrible style, avec ces commodes qui ont des têtes de cygnes comme des baignoires.

— Mais je crois même qu'ils ont de belles choses, ils doivent avoir la fameuse table de mosaïque sur laquelle a été signé le traité de...

— Ah ! Mais qu'ils aient des choses intéressantes au point de vue de l'histoire, je ne vous dis pas. Mais ça ne peut pas être beau... puisque c'est horrible ! »

Ce qui reste de l'Empire, c'est sa dimension universelle, qui va du robinet de la baignoire au génie de la Victoire, du pont des Arts en fonte du temps du Consulat à la fontaine du Palmier place du Châtelet, centre d'un nouvel urbanisme.

Napoléon a compris que l'art pouvait être moderne s'il englobait toute la vie, les modes, les meubles, les usages, les paysages sur les murs et les vases de Sèvres sur les commodes – ce que Paul Marmottan fut en France le premier à démontrer. Il transforma sa maison en musée dédié à cet Empire qu'il avait tant aimé et créa pour sa bibliothèque un décor idéal, écrin des plus beaux livres de ce temps, serrant dans les hauts rayonnages d'acajou dessinés pour le maréchal Lannes le précieux recueil des fleurs de Malmaison. L'Empire est un jardin, avec ses fabriques, ses temples, ses monuments et ses serres chaudes, un art total inspiré par Napoléon lui-même, dont, malgré lui et malgré elle, la triste demeure de Sainte-Hélène, avec ses papiers peints et son athénienne venue des Tuileries, disent tout, sur le ton de l'élégie et de la romance.

La valse, que Goethe citait dans *Werther*, roman que Bonaparte cachait dans sa cantine aux Pyramides et avait lu sept fois, donne aux danses d'alors des mouvements plus tendres, aussi vite que la lithographie remplit d'images inédites et populaires les appartements à la mode. Un nouveau regard, une nouvelle manière de mêler les corps, de penser les mouvements de l'âme apparaissent : l'Empire, c'est un autre monde qui s'ouvre, l'espace vierge dans lequel galopent les rêves de beauté et de grandeur des soldats de Napoléon.

BONAPARTE SUPPRIME LA CLASSE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

PAR
M. **JEAN TULARD**
délégué de l'Académie des sciences morales et politiques

Il faut reconnaître que l'Académie des Sciences morales et politiques n'est pas rancunière en acceptant de s'associer à cette sorte d'hommage rendu à Napoléon.

On dénonce chez lui l'homme qui a rétabli l'esclavage, réduit la femme à la portion congrue dans son Code civil et mené d'incessantes guerres contre l'Europe coalisée. Mais pas une seule fois on a rappelé qu'il fit disparaître de l'Institut la classe des Sciences morales et politiques. Décision jugée comme une censure à l'égard des grands philosophes du temps, les fameux idéologues.

Rappelons les faits : le 23 janvier 1803, l'Institut national des Sciences et des Arts est réorganisé en quatre classes (le mot « académie » est toujours proscrit : Sciences physiques et Mathématiques, Langue et Littérature française, Histoire et littérature anciennes, Beaux-Arts.

Il n'y avait auparavant que trois classes, mais l'une de ces classes est supprimée, celle des Sciences morales et politiques.

Chaptal, ministre de l'Intérieur et lui-même membre de l'Institut, dans son rapport sur cette réorganisation ne dit rien sur les raisons de la disparition des Sciences morales et politiques. Mais très vite une rumeur circule : on a supprimé cette classe pour des raisons politiques. C'est un foyer d'opposants au régime. Garat, qui en fut, est formel : « le but des changements de l'Institut était d'en exclure les sciences morales et politiques pour exclure plus rapidement la République de la France. »

Selon la belle formule de l'un de ses confrères : « la classe cessa d'exister avec la liberté. »

Et il est vrai que Bonaparte n'aimait pas les idéologues qui avaient fait de l'Institut leur place forte. Il les a d'abord ménagés et eux-mêmes ont cru en lui en l'élisant dans la classe des sciences. La rupture va se situer après Brumaire. Le Sénat et les autres assemblées accueillent plusieurs membres de l'Institut que le régime veut honorer. Mais beaucoup parlent trop, souhaitent être associés au pouvoir ou s'inquiètent des dérives de ce régime vers une dictature. Le mot est prononcé. Grégoire fait grise mine devant le rétablissement de l'esclavage. Cabanis et Volney désapprouvent le Concordat et Dupuis s'exclame : « Je jure que Dieu n'existe pas ! »

C'en est trop. Bonaparte se serait emporté : « Ils sont douze ou quinze et se croient un parti. Déraisonnables, inclassables, ils se disent orateurs. Méprisables métaphysiciens, esprits faux et vagues. Avec leurs théories abstraites, ils ont fait plus de mal à la France que les plus dangereux révolutionnaires ! ».

La classe des sciences morales et politiques est liée à l'idéologie, ennemie désormais du Consulat. Elle doit disparaître. Elle disparaît.

Pourtant certains historiens, comme notre ancien confrère Marcel Dunan qui fut mon maître, ne sont pas d'accord avec cette explication. Ils font remarquer qu'il aurait été plus simple d'exclure les séditieux, comme l'avait fait le Directoire, après le coup d'Etat de Fructidor. Ce fut alors le cas de Carnot.

Or il n'en a rien été. Tous les membres de la classe ont été conservés mais répartis entre les quatre classes qui étaient créées. Pour mieux étouffer leur voix ? La censure s'en chargea. Représentaient-ils, ces idéologues, un redoutable danger ? Tocqueville qui fut pourtant par la suite membre de l'Académie des Sciences morales et politiques, est particulièrement sévère, pire, ironique, sur leur opposition. Citons-le : « Quoique composée de personnages fameux, cette classe ne songeait qu'à se faire oublier. En histoire elle ne s'occupait que du gouvernement de la France sous les deux premières dynasties. Lors de la dernière séance, M. de Volney, chargé du rapport moral, se contente de donner des renseignements intéressants sur les tuniques des momies égyptiennes. En morale, M. Dupont de Nemours lisait un mémoire sur l'instinct,

lequel était commun aux hommes et aux bêtes. Pas de quoi inquiéter le gouvernement. En économie politique on s'occupait de la crue ou de la diminution journalière de la Seine. Et en politique on ne s'occupait de rien. »

Tocqueville force le trait. Lui non plus n'aimait pas les idéologues.

A défaut d'individus sanctionnés, une académie, ou plus exactement une classe, était difficile à supprimer quand celle-ci comprenait Cambacérès deuxième Consul, Talleyrand, ministre des Relations extérieures ou Sieyès, tout puissant au Sénat. En définitive tous ses membres étaient répartis dans les autres classes : Volney, Garat, Sieyès, Roederer dans la classe de langue et littérature française, Daunou, Grégoire, Talleyrand (il avait fait du latin au séminaire !) dans celle d'histoire et de littérature anciennes. Les affinités n'étaient pas toujours évidentes mais personne n'était écarté.

Si les motifs politiques ont joué, une autre raison doit être prise en compte. Celle soulignée par Marcel Dunan lors d'une séance publique des cinq académies, le 25 octobre 1951. Il s'agissait de restaurer, sans l'avouer, les anciennes académies (académie française, académie des inscriptions et belles lettres et académie des sciences) qui correspondent aux trois classes créées. Cette fois chaque classe était en effet indépendante et autonome. Mais, à l'inverse du passé, les trois classes appartenaient à un même corps : l'Institut impérial des sciences et des lettres. Preuve de cette volonté de retour au passé : étaient rappelés dans la deuxième classe les survivants de l'ancienne académie française : La Harpe, Delille, Boufflers, Morellet, Suard… qui se retrouvaient avec d'anciens membres des assemblées révolutionnaires.

Ainsi la réforme de 1803 prend tout son sens : il s'agit de réconcilier et non d'exclure, de pacifier et non plus de combattre.

Elle rejoint la pacification menée sous le Consulat dans le domaine politique ou religieux.

Reste une lacune : il n'y avait pas eu d'académie des Sciences morales et politiques sous l'Ancien Régime. Il n'y en avait plus en 1803. Guizot comblera cette lacune en 1832.

MARDI 24 JUIN 1969

Presidée par
M. **RENÉ DUJARRIC DE LA RIVIÈRE**
de l'Académie des sciences,
président de l'Institut

Assisté de
MM. **MAURICE GENEVOIX**, Vice-Président
et **ROBERT COURRIER**, Secrétaire du Bureau de l'Institut

En présence de
M. **GEORGES POMPIDOU,**
président de la République

et de
LL. AA. II. le Prince et la Princesse NAPOLÉON

ORDRE DES LECTURES

Allocution du président de l'Institut

Napoléon et la pensée du XIXe siècle, par M. **Jean Mistler**,
délégué de l'Académie française

Un rêve de Napoléon : les Archives de l'Europe, par M. **Charles Samaran**,
délégué de l'Académie des inscriptions et belles-lettres

Napoléon Bonaparte à l'Académie des Sciences, par M. **Maurice Roy**,
délégué de l'Académie des sciences

Napoléon et les Arts, par M. **Emmanuel Bondeville**,
Secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts

Napoléon et la première Académie des Sciences morales, par M. **Marcel Dunan**,
délégué de l'Académie des sciences morales et politiques

BICENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE NAPOLÉON BONAPARTE

PRESIDÉE PAR
M. **RENÉ DUJARRIC DE LA RIVIÈRE**
de l'Académie des sciences
PRÉSIDENT DE L'INSTITUT

Monsieur le président de la République,

Votre présence transforme en une grande solennité une réunion destinée à perpétuer le souvenir de l'un de nos plus illustres membres et le 24 juin 1969 restera une date dans l'histoire de nos Académies. Vous témoignez aujourd'hui de l'intérêt tout particulier que vous portez au développement des Lettres, des Sciences et des Arts dans notre pays. Permettez à l'Institut de France qui fut créé pour assurer ce développement de vous prier de vouloir bien agréer la très déférente expression de notre profonde gratitude.

Il nous est agréable de saluer la présence de Leurs Altesses Impériales le Prince et la Princesse Napoléon qui ont bien voulu assister à cette cérémonie consacrée à l'hommage que nous rendons à leur illustre ancêtre.

Nous évoquons la mémoire si vivante, en ce jour, du Prince Roland Bonaparte, membre éminent de l'Académie des Sciences dont les travaux sont restés célèbres. Il fut un généreux mécène des sciences.

Le 15 août 1769 naît, à Ajaccio, un homme qui deviendra l'un des plus grands génies militaires de tous les temps et un remarquable administrateur : Napoléon Bonaparte. Au lendemain de la grande tourmente révolutionnaire, il réussit à faire l'entente entre les Français — ce qui n'a jamais été une tâche facile — à rétablir l'ordre et à donner au pays un intense mouvement de vie. N'essaya-t-il point aussi de constituer une grande Europe sous l'égide de la France et de tourner, très jeune, son regard vers cet Orient dont il prévoyait l'importance ; il s'y fit accompagner par les prestigieux savants dont les découvertes d'archéologie et d'égyptologie sont restés justement célèbres.

C'est à l'Empereur Napoléon que nous devons de siéger sous la Coupole, dans cette salle même où sa statue témoigne de notre reconnaissance. Le 5 messidor an III (23 juin 1795), Boissy d'Anglas, présidant la séance de la Convention, proposa, au nom de la « Commission des Onze », la création d'un Institut national qui « offrirait le plus haut degré de la science humaine ». *L'Institut National des Sciences et des Arts* créé, peu de temps après, par l'article 298 de la Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795) fut organisé par l'un des derniers actes de la Convention : la loi du 3 brumaire an IV (25 octobre 1795).

Un arrêté consulaire du 3 pluviôse an XI (23 janvier 1803) donne une nouvelle organisation à l'Institut. Un décret impérial du 29 ventôse an XIII (20 mars 1805) transfère l'Institut du Louvre dans les bâtiments du Collège des quatre Nations et la salle où se tiennent les séances solennelles « sous la Coupole » est inaugurée le 4 octobre 1806.

Le général Bonaparte avait été élu, le 5 nivôse an VI (25 décembre 1797) membre résidant de la première classe de l'institut ; celle-ci correspond à la division des sciences mathématiques et physiques de notre actuelle Académie des Sciences ; il devint président de la Classe en l'an VIII. Appréciant tout particulièrement son titre de Membre de l'Institut, il s'intéressera toujours à celui-ci et ne cessera d'en être membre que pour en devenir le Protecteur. Il était donc juste que son souvenir fût magnifié par notre Compagnie. Chacune des Académies qui constituent l'Institut de France aura l'honneur de présenter l'un des aspects multiples du génie de Napoléon Bonaparte.

NAPOLÉON
ET LA PENSÉE DU XIXe SIÈCLE

PAR
M. **JEAN MISTLER**
délégué de l'Académie française

Souvent, la célébration des centenaires est une cérémonie de réparation par laquelle la postérité cherche à se faire excuser d'avoir oublié un grand homme. Pour Napoléon, il en va tout autrement, et l'immense intérêt avec lequel le public suit les manifestations organisées pour le 200e anniversaire de sa naissance prouve qu'il ne participe point de manière passive au protocole d'un hommage officiel, mais qu'il s'y associe activement par l'immense écho de sa voix innombrable.

Ce tribut d'admiration pour l'Empereur ne signifie ni une adhésion politique à son système de gouvernement, ni une approbation de tous ses actes, mais il montre qu'aux yeux du peuple de France — et sans doute de maint autre peuple — la dimension de l'individu Napoléon dépasse de loin la commune mesure : sans emprunter à Nietzsche l'expression de surhomme, nous pouvons dire que bien peu d'êtres humains ont mérité autant que lui le titre d'homme représentatif.

Les délégués des cinq Académies de l'Institut viendront à cette tribune parler de celui qui fut le plus illustre de nos confrères et qui signa longtemps « Le Général Bonaparte, Membre de l'Institut ». Je voudrais, au nom de l'Académie française, essayer de le replacer dans le courant des idées, dans le mouvement intellectuel de son temps. Je ne me flatte pas de traiter ici un tel sujet à fond ; du moins, après avoir passé ces trois dernières années dans la familiarité de l'Empereur, après avoir dépouillé des centaines de témoignages contemporains et d'ouvrages critiques, et après avoir eu des conférences quotidiennes avec les meilleurs spécialistes de l'époque impériale, tenterai-je d'approcher la pensée de Napoléon, en déterminant ce qu'il a reçu des philosophes qui l'ont précédé et ce qu'il a donné à ceux qui sont venus après lui.

Nous disposons de fort peu de textes pour préciser les idées du jeune officier d'Auxonne et de Valence, du général d'Italie, du Premier Consul et de l'Empereur, et, seules, les conversations de Sainte-Hélène nous font pénétrer vraiment dans sa pensée. Vers 1785, après d'assez bonnes études secondaires, avec une prédominance marquée des sciences sur les humanités, lorsque Napoléon commence, par de vastes lectures, à compléter sa culture, il étudiera des historiens, des voyageurs, des économistes, des tacticiens ; par contre, sauf pour Platon, dont il a lu *la République*, Machiavel, dont il connaît *l'Histoire de Florence*, et Hobbes, qu'il cite une fois, il ne s'intéresse guère ni à la philosophie spéculative, ni à ses applications politiques. Mais ces trois noms ne sont-ils pas significatifs ? Ne sont-ils pas ceux de trois théoriciens du pouvoir absolu ?

Le *Discours sur le Bonheur* qu'il présente à l'Académie de Lyon est inspiré de l'utilitarisme de Bentham, du sensualisme de Condillac. À l'Anglais, il emprunte cette idée que « l'homme est né pour être heureux » et que le bonheur « n'est que la jouissance de la vie la plus conforme à son organisation ». Au Français, il est redevable de l'axiome : « Raisonner, c'est comparer. » Bien peu de chose, on le voit, par rapport à l'influence sentimentale de Rousseau et de *La Nouvelle Héloïse*, lue à neuf ans !

Cependant, au moment où il commence à s'élever vers le pouvoir, une école philosophique règne à peu près sans conteste sur les esprits en France : c'est celle qui groupe les Idéologues autour de Cabanis, de Volney, de Destutt de Tracy. Ces hommes, Bonaparte les a personnellement connus, plusieurs ont favorisé son ascension, certains mêmes ont aidé à la préparation du 18 Brumaire et se retrouveront parmi les dignitaires du régime impérial. Un texte, souvent cité, des *Mémoires* de Lucien Bonaparte, relatant un entretien entre le Premier Consul et ses deux frères, Joseph et Lucien, à propos de Mme de Staël, laisserait croire que le nom d'idéologues aurait été attribué à ce groupe par Napoléon lui-même. Mais les *Mémoires* de Lucien doivent être consultés avec une extrême prudence et, de toute façon, c'est à Tracy

que revient la paternité du terme *idéologie* : il figure dans le titre d'un de ses livres, commencé dans les prisons de la Terreur et publié en 1801. Cet ouvrage devait enthousiasmer Stendhal, qui, le 31 décembre 1804, alla « malgré la neige, chez Courcier, quai de la Volaille », en acheter la première partie et, dans sa chambre sans feu, en lut les soixante premières pages !

Pour Tracy, idéologie signifie simplement analyse psychologique, mais Napoléon a fini par appeler idéologues ou métaphysiciens les écrivains qui faisaient preuve d'esprit critique. On sait, toujours par Lucien, que ceux-ci auraient riposté en traitant le Premier Consul d'idéophobe. Guerre de mots, sans grande conséquence, sauf pour Germaine de Staël, qui n'avait peut-être pas inventé l'adjectif, et à qui on le prêta — on ne prête qu'aux riches, et elle avait assurément lancé bien d'autres épigrammes !

Malgré ces divergences politiques, la pensée de l'Empereur est demeurée, jusqu'à la fin de sa vie, très voisine de celle des Idéologues. Cabanis, matérialiste absolu, professait que « le cerveau secrète la pensée comme l'estomac le suc gastrique », et ses confrères de la section de l'Institut intitulée « Analyse des sensations et des idées » ne faisaient certainement guère de différence entre leur méthode et celle des chimistes.

À Sainte-Hélène, les propos que l'exilé tient à Las Cases, à Gourgaud, à Bertrand, nous prouvent que, si l'homme public a observé une attitude nuancée à l'égard de la religion, il est, dans son for intérieur, résolument hostile à toute idée métaphysique. Écoutons-le parler à Gourgaud : « Qu'est-ce que l'électricité, le galvanisme, le magnétisme ? Je crois, moi, que l'homme est le produit de ces fluides et de l'atmosphère, que la cervelle pompe ces fluides et donne la vie, que l'âme est composée de ces fluides et qu'après la mort, ils retournent dans l'éther, d'où ils sont pompés par d'autres cerveaux. » (6 janvier 1817). Quelques jours après, le 28 janvier, il revient sur ce sujet « L'âme suit le physique. Elle croît avec l'enfant, décroît avec le vieillard. » Quant à l'existence de Dieu, l'Empereur reconnaît : « Là est un voile que nous ne pouvons lever... L'idée la plus simple est d'adorer le soleil qui féconde tout... Je pense que l'homme a été formé par l'atmosphère échauffée par le soleil. » Le 16 avril, il reprend ces considérations : « L'âme d'un enfant, où est-elle ? Je ne me souviens pas de ce que j'étais avant de naître, c'est donc comme si mon âme n'existait pas. Quelle punition peut-on m'infliger après ma mort ? Mon corps devient navet, carotte... » Et comme le bon Gourgaud objecte : « Dieu nous a donné la conscience et le remords », il répond : « Moi, je ne crains pas le remords. Et puis, à l'armée, j'ai vu périr tout d'un coup des gens à qui je parlais. Bah ! Leur âme meurt avec eux. »

À côté de tels textes, dont nous ne voulons pas multiplier les exemples, on ne peut guère retenir des propos comme ceux qu'a notés O'Meara, le 23 février 1818, après la mort du dévoué Cipriani, le maître d'hôtel corse : « Où est son âme ? s'interroge l'Empereur. Peut-être est-elle allée à Rome pour voir sa femme et son enfant, avant d'entreprendre le long et dernier voyage ? » Prendre une telle réflexion au pied de la lettre nous conduirait à attribuer à Napoléon des croyances voisines de celles des peuplades primitives qu'étudiait déjà Benjamin Constant dans sa *Religion*, sans cesse défaite et sans cesse recommencée. Nous n'attribuerons pas un sens plus profond à certains gestes rapportés par Desmarets. Quand le Premier Consul apprit que Pichegru et Moreau se trouvaient à Paris, où se nouait contre lui la conspiration de Cadoudal, « il fit de la main un geste rapide, mais très sensible, sur sa figure, qui parut, ou plutôt qui était bien, un signe de croix. » En 1812, après l'échec de Malet, l'Empereur ouvrit la séance du Conseil d'État en se signant et dit : « Messieurs, il faut croire aux miracles ! » De tels gestes ne sont guère plus significatifs, surtout chez un Méditerranéen, que le port de médailles bénites, et du reste le comportement de Napoléon à l'égard de la religion établie est bien différent de l'anticléricalisme virulent d'un Cabanis.

Séparant nettement en lui l'homme privé et le souverain, Napoléon ne voit aucune contradiction entre son agnosticisme et la position de restaurateur de l'Église qu'il a prise. Il estime, comme Voltaire, qu'il faut une religion pour le peuple et que l'Évangile est une admirable école de morale et il justifie son comportement par des motifs de gouvernement. Il déclare à Las Cases le 8 juin 1816 : « Nul doute que mon espèce d'incrédulité ne fût, en ma qualité d'Empereur, un bienfait pour les peuples... Comment aurais-je conservé l'indépendance de ma pensée et de mes mouvements sous la suggestion d'un confesseur qui m'eût gouverné par les craintes de l'Enfer ? »

L'approche de la mort ne modifie en rien son attitude. Le 27 mars 1821, il dit à

Bertrand : « Je suis bien heureux de n'avoir pas de religion. C'est une grande consolation, je n'ai point de craintes chimériques, je ne crains rien de l'avenir. » Et, le 22 avril, dans des propos que Bertrand résume à la troisième personne, il s'explique sur son testament : « Dans la réalité, il meurt théiste... Mais il déclare mourir dans la religion catholique parce qu'il croit cela convenable à la morale publique. »

Des déclarations non moins significatives et d'une portée plus générale ont été notées par Bertrand le 21 avril 1821, deux semaines à peine avant la mort. L'Empereur discute avec le docteur Arnott sur les effets de certains remèdes et soudain il pose une question : « Savez-vous pourquoi il pleut aujourd'hui ? — Non. — C'est parce qu'il y a cinq cents ans il a fait du vent en Europe... Tout est lié dans la nature. Le vent qu'il fait aujourd'hui sera cause que dans cent ans un bâtiment se noiera sur les côtes de la Chine. »

Où pourrait-on trouver une profession de foi déterministe plus absolue ? Cela d'ailleurs ne contredit nullement le fatalisme de Napoléon ni sa croyance en son étoile, ni la phrase souvent citée : « Le boulet qui doit me tuer n'est pas encore fondu. »

Ainsi, la pensée de l'Empereur, cohérente et logique, se refuse à tout ce qui sort du domaine de l'expérience. Il nous apparaît donc bien comme l'héritier du XVIIIe siècle et de *l'Encyclopédie*, beaucoup plus proche des athées, d'Holbach ou de La Mettrie, que du vague déisme du Vicaire Savoyard.

C'est pourtant sous son règne qu'a commencé l'évolution de la philosophie en France et le retour à la métaphysique, mais, dans cette transformation, il n'a joué aucun rôle actif. Si Charles de Villers, lorsqu'il s'efforçait d'acclimater Kant chez nous, lui a remis un mémoire sur le philosophe de Kœnigsberg, il n'a pas pris le temps de le lire. Au surplus, l'attitude ultérieure de Villers et sa lettre dénonçant les excès de l'occupation française dans les villes de la Hanse, n'étaient point faites pour lui attirer la bienveillance impériale. S'il est vrai, comme on l'a dit, que Napoléon ait remarqué un article du *Moniteur* qui présentait la leçon inaugurale de Royer Collard à la Sorbonne comme devant « tuer l'idéologie », ce cours, ne l'oublions pas, n'avait réuni que trois auditeurs, et c'est dans la solitude que Maine de Biran édifiait lentement le système qui allait rendre son rang à la volonté et à l'effort dans la vie de l'esprit.

Paradoxalement, c'est peut-être hors de nos frontières que l'influence de Napoléon, indirecte, mais réelle, s'est exercée le plus nettement sur la philosophie. Dans une conversation avec l'Irlandais O'Meara, je trouve une phrase qui dépasse de beaucoup Condillac et les sensualistes : « Il existe une chaîne entre tous les êtres vivants. Les plantes sont autant d'animaux qui mangent et boivent, et il y a des degrés jusqu'à l'homme qui n'est que le plus parfait de tous. Le même esprit les anime plus ou moins. » Cette idée est partout dans la philosophie romantique allemande, et nous la retrouverons, quelques années plus tard, sous la plume de Hegel. Je résume : « Le règne végétal passe au règne animal par les zoophytes. Puis l'animalité se développe par degrés : une même idée, un même plan, de mieux en mieux réalisé, se poursuit à travers les mollusques, les crustacés, les poissons, les reptiles, les oiseaux, les mammifères. Enfin, chez l'homme, la plus parfaite des organisations zoologiques, l'idée créatrice trouve un foyer capable de la réfléchir pleinement. » Bien sûr, ce n'est qu'une rencontre, mais elle est frappante.

Allons plus loin. Quand on se rappelle la prodigieuse impression que Napoléon fit sur le philosophe au lendemain de sa victoire d'Iéna — « J'ai vu l'Empereur, cette âme du monde », écrivait Hegel — et lorsqu'on sait quelle était son admiration pour lui, on peut se demander si, dans *Philosophie de l'État*, il n'a pas été influencé par une aussi prodigieuse concentration de puissance en un seul individu, et si sa conception de la dialectique de l'histoire, qui devait marquer si fortement la politique de l'Europe, ne tient pas, dans une large mesure, au fait que, ce 13 octobre 1806, le professeur d'Iéna a vu devant lui, non pas la Révolution à cheval, comme disait Mme de Staël, mais l'État à cheval, l'État visible, vivant, personnage agissant dans le drame de l'Histoire. Serait-il trop aventureux de penser que, dans le formidable mouvement de balancier de la pensée hégélienne, la thèse héros appelait l'antithèse masse, comme, dans les événements de 1812 et de 1813, la puissante individualité de l'Empereur a réveillé l'esprit des peuples de son sommeil léthargique ? Destinée dont les foudroyants contrastes ont sans doute imprimé à l'Histoire son mouvement d'accélération et où la légende du vaincu, du prisonnier de Sainte-Hélène, a fait sauter les trônes que son poing victorieux n'avait pu qu'ébranler.

UN RÊVE DE NAPOLÉON : LES ARCHIVES DE L'EUROPE

PAR
M. **CHARLES SAMARAN**
délégué de l'Académie des inscriptions et belles-lettres

Le 27 juillet 1798 (9 thermidor an VI de la République une et indivisible), les Parisiens, toujours férus de parades militaires et autres, purent jouir d'un spectacle assez imprévu. De Charenton au Champ de Mars de longues files de chariots enguirlandés et pavoisés parcouraient les rues de la capitale, traînés par des mules ou des bœufs. Sur ces chariots étaient empilées et montaient jusqu'aux nues, dit un témoin, des caisses de toutes dimensions contenant manuscrits et livres, collections de géologie et d'histoire naturelle, tableaux et statues.

C'étaient les trophées de l'Armée d'Italie que l'on ramenait ainsi en grande pompe, pour célébrer l'anniversaire de la chute de Robespierre et rétablir la concorde entre les Français en faisant vibrer dans leurs cœurs la corde de la fierté nationale.

Derrière chacun des éléments de cet étonnant cortège, formé en l'honneur des lettres, des sciences et des arts, marchaient les membres des sections correspondantes de l'Institut national récemment réorganisé par Bonaparte, tandis que les chœurs des théâtres lyriques nationaux faisaient entendre des hymnes d'allégresse.

Dix ans plus tard, mais cette fois au cours de plusieurs journées successives, les Parisiens eurent encore sous les yeux un déménagement extraordinaire, celui des archives gouvernementales de la plupart des pays d'Europe que Bonaparte, devenu empereur des Français, conviait à prendre place à l'hôtel des ci-devant princes de Soubise au Marais qui venait d'être acquis par la Nation pour les recevoir. Cette fois, un seul membre de l'institut, seul responsable aussi de cette opération de grand style, surveillait les convois : le savant Daunou, ancien membre de la Convention, alors Archiviste de l'Empire, l'un des auteurs de la Constitution de l'an III.

Les archives espagnoles avaient été les premières à être dirigées sur Paris. À eux seuls, les papiers d'État conservés à Simancas, vieux château de Vieille-Castille, non loin de Valladolid, formèrent le chargement de 500 voitures que Kellermann, qui commandait alors en Espagne, achemina sur Bayonne sous la conduite d'un fonctionnaire castillan. Suivirent bientôt, avec un effectif de 3 000 caisses, les archives d'Autriche, qui comprenaient celles du gouvernement de Venise, de la chancellerie impériale et des Pays-Bas. Ce fut, enfin, en 1810, le tour des Archives pontificales.

De gré ou de force, de bon gré presque toujours, des responsables nationaux suivaient les convois, soit que leur bonne volonté dût, pensaient-ils, les faire bien venir de l'Empereur, soit que les distractions escomptées du « gai Paris » d'alors ne fussent pas pour leur déplaire, soit enfin qu'ils ne fussent pas fâchés d'échapper ainsi aux récriminations trop pressantes de certains de leurs compatriotes mécontents.

Il y eut, bien entendu, quelques incidents de voyage. C'est ainsi que deux de ces voitures lourdement chargées se renversèrent, non sans dommages, au passage d'un gué entre Parme et Plaisance, et que dans la région de Turin une autre voiture remplie d'archives pontificales tomba dans le canal d'un moulin.

Quoi qu'il en soit, l'infortuné Daunou se trouva rapidement devant une masse énorme et chaotique de parchemins, de papiers, de registres, de cartons et de liasses contenant des documents de toutes époques et écrits en plusieurs langues. Il n'était naturellement pas question d'en communiquer quoi que ce fût, même au jeune Stendhal qui en avait fait narquoisement la demande écrite – il songeait alors à faire carrière dans les Archives. Il fallait loger d'abord, puis classer et inventorier, au moins en gros, ce magma gigantesque.

On en fourra partout, on garnit greniers, soupentes et caves. On alla (ô scandale !) jusqu'à compartimenter les galeries de la Cour d'honneur de Soubise et à construire au beau

milieu de cette cour, devant la noble façade déshonorée, un bâtiment provisoire en plâtre. On utilisa de plus les locaux disponibles du couvent des Minimes de la place des Vosges et on loua pour un temps indéterminé un immeuble entier du quartier.

Puis Daunou, avec un zèle et un courage indomptables, aidé par un personnel aux effectifs dérisoires, découpa dans cet amas des tranches méthodiques. Le désir aiguillonnait l'ancien oratorien de trouver dans ce qui venait du Vatican les armes qu'il attendait pour dresser contre la puissance temporelle des papes le plaidoyer passionné qu'il préparait. Si bien que dès 1812 il put présenter à Sa Majesté l'Empereur et Roi un *Tableau systématique des Archives de l'Empire* où figuraient les papiers d'État de la plupart des pays de l'ouest de l'Europe, à l'exclusion de la Grande-Bretagne, encore invaincue. Quant à ceux de l'Empire des Tsars, on espérait bien que la Grande Armée ferait en sorte qu'ils pussent bientôt s'y joindre à leur tour.

Mais pour réaliser un dessein si grandiose, pouvait-on se contenter de solutions mesquines et provisoires ? Les Archives de l'Europe n'appelaient-elles-pas un palais à leur mesure ? L'Empereur, tout le premier, le pensait. Le 15 février 1810, il avait, sous la conduite de Daunou, visité l'Hôtel Soubise et il avait été vivement frappé de l'exiguïté des locaux et des conditions plus que médiocres dans lesquelles tant de documents précieux y étaient entreposés. Aussi fit-il connaître sans tarder au ministre de l'Intérieur Montalivet son désir, d'abord de faire établir, dans les délais les plus brefs, un décret général sur les Archives, ensuite de choisir, dans Paris, un emplacement disponible pour leur construire un abri définitif et digne d'elles.

En mars 1812, c'était chose faite, tout au moins quant à l'emplacement du futur Palais des Archives. Celui-ci s'élèverait sur la rive gauche de la Seine, à côté d'un Palais de l'Université prévu dans les mêmes parages. C'était, très exactement, entre le pont de la Concorde et le pont d'Iéna, à l'angle du quai d'Orsay et de l'avenue de La Bourdonnais.

Le 14 août, à Smolensk, l'Empereur approuvait le plan de ce palais, et décidait que, pour parer à tout risque d'incendie, la pierre et le fer en seraient les seuls matériaux. La construction fut confiée à l'architecte Fontaine et dès le 15 août, jour anniversaire de la naissance de Napoléon, la première pierre fut posée, sans même attendre la fin des formalités administratives.

Comme l'empereur était fort loin de Paris, ce fut le ministre de l'Intérieur qui présida la cérémonie. « L'érection de ce monument, s'écria-t-il dans son discours, sera l'un des grands événements de l'Histoire. Il ne s'agit, en effet, de rien de moins que du plus vaste et du plus précieux dépôt connu d'actes authentiques. Nombreux sont les États de l'Europe qui trouveront ici les annales de leur existence, confondues avec celles des Français. »

Et les maçons de se mettre à l'œuvre. Ce Palais, dont les plans se sont conservés, devait être un immense quadrilatère à l'architecture extérieure très simple. Entouré de larges fossés protecteurs, que la Seine voisine se chargerait de remplir en permanence, il devait occuper assez d'espace pour contenir cent mille mètres cubes de documents. De plus, on ménagerait à l'intérieur de ce carré des jardins provisoires qui pourraient un jour, si c'était nécessaire, céder la place à d'autres constructions qui doubleraient la capacité prévue.

Cependant, l'étoile de Napoléon pâlissait sur les chemins glacés des steppes russes ; à Paris, couraient de sourdes rumeurs de désastre. Au Champ de Mars, des difficultés, dues à la nature du sous-sol, retardaient les fondations. Si bien que peu à peu les travaux se ralentirent, puis cessèrent tout à fait.

Le Palais des Archives avait atteint à peu près la hauteur de deux mètres au-dessus du sol lorsque, l'Empire tombé, intervinrent les traités de 1815 en vertu desquels les papiers venus de Rome et de Vienne, d'Amsterdam et de Varsovie, de Madrid et de Bruxelles durent regagner sans bruit leurs capitales respectives.

Seules celles de la Nation française restaient à l'hôtel Soubise, non sans danger, du reste, car un détachement de cavalerie, prussienne y avait été installé, à la grande colère de Daunou, que ses mérites exceptionnels n'empêchèrent pas d'être révoqué par le nouveau régime, et les choses reprirent, pour longtemps, leur train ordinaire.

Un jour viendra — certainement — où les archives centrales des États confédérés de l'Europe seront concentrées quelque part — souhaitons que ce soit à Paris — un peu, *mutatis mutandis*, comme sont réunies à Washington celles de tous les États de l'Union. Ce fut le rêve manqué de Napoléon, mais ce fut un beau rêve.

NAPOLÉON BONAPARTE ET L'ACADÉMIE DES SCIENCES

PAR
M. **MAURICE ROY**
délégué de l'Académie des sciences
(Section de Mécanique)

L'histoire des relations de Napoléon avec les savants de son temps peut trouver son origine dans le mince épisode que voici.

Un jour de l'hiver 1792, le ministre de la Marine donne audience fort libéralement à un jeune officier d'artillerie, pour l'heure sans ressources et politiquement presque suspect.

Ce très temporaire ministre, aussi jacobin que patriote, est depuis douze ans déjà membre de la ci-devant Académie Royale des Sciences qui va être dissoute. Fils d'un artisan pauvre et de noble cœur, ce géomètre déjà réputé, physicien de bon aloi et remarquable technologue, est âgé de quarante-six ans et se nomme Gaspard Monge.

L'officier qu'il reçoit n'a que vingt-trois ans. Mais, depuis l'âge de seize ans où sa carrière débutait alors à la sortie de l'École Militaire de Paris, il a vécu sept années de dures privations et d'un effort soutenu de formation personnelle, effectuant aussi en sa Corse natale d'aventureuses démarches qui lui ont fait concevoir la possibilité de marier, en son génie propre, le militaire et le politique. Encore inconnu dans le Paris de la Révolution, il est anxieux de s'employer selon des aspirations et des capacités dont il ressent avec ardeur la certitude, et dont les années prochaines révéleront la force et l'ampleur.

Monge oubliera le nom singulier, Napolione Buonaparte, de son visiteur. Mais, sensibilisé par goût et par expérience à l'intelligence qu'il perçoit chez son interlocuteur, il se montre si compréhensif et si cordial que la jeunesse encore fraîche de Napoléon en éprouve une profonde gratitude d'où jaillira, cinq ans plus tard et en des circonstances bien différentes, une amitié réciproque et inaltérable.

Pour Monge, ces cinq années sont de dévorante activité : au nom du Comité de Salut public, il mobilise les ressources de la nation pour produire la poudre, les canons et les armes dont sont dépourvus les 900 000 hommes de la levée en masse ; il contribue à la fondation de l'École centrale des travaux publics, future École polytechnique, en organise à sa guise l'enseignement, y enseigne en même temps qu'en la toute nouvelle École normale. En 1796, la Convention fondant l'Institut national, il fait partie avec treize de ses anciens confrères de l'Académie dissoute, des vingt membres de la Ire classe nommés par le nouveau Directoire exécutif. Le 1er août 1796, Carnot « l'organisateur de la Victoire » y sera élu dans la même section, celle des Arts mécaniques, mais pour en être bientôt exclu par les décrets pris à la suite du coup d'État de Fructidor. Dix-huit jours plus tard, le Directoire prescrira le remplacement de Carnot au siège devenu vacant, ce qui va nous occuper dans un instant.

Revenant au printemps de l'année précédente, nous voyons Monge placé à la tête d'une délégation de sept représentants des sciences et des arts qui doit recevoir à Rome les œuvres d'art cédées à la France en conséquence de ses récentes victoires en Piémont et en Lombardie. Dès qu'il parvient en Italie, Monge rend au général en chef une visite qu'il sied de faire revivre.

Cet officier, que nous retrouvons, s'était illustré en 1793 au siège de Toulon et avait ensuite retenu l'intérêt et la faveur des Parisiens à travers les périlleuses journées de Vendémiaire. Il venait, voici quelques mois, d'être nommé au commandement, alors en grave défaillance, de l'Armée d'Italie. À l'âge de vingt-six ans il avait, d'emblée et selon le mot d'Augereau, « écrasé » les généraux chevronnés et électrisé une armée à laquelle, avec une stupéfiante efficacité, il avait en peu de jours restitué une organisation et donné une âme. Frappant comme la foudre, il avait en deux semaines remporté six victoires, défait les Sardes, puis les Autrichiens. Moins de dix semaines après sa nomination, il entrait à Milan sous les fleurs et les acclamations, en jeune triomphateur qui s'était déjà égalé aux meilleurs

capitaines.

Monge, qui va être reçu par lui en audience, est intimidé par le soudain et immense prestige de ce général. Mais, Napoléon l'accueille par ces simples mots : « Permettez que je vous remercie de l'accueil bienveillant qu'un officier d'artillerie jeune, inconnu et quelque peu en défaveur reçut du ministre de la Marine en 1792 ; il en a conservé précieusement le souvenir. Vous voyez cet officier dans le général actuel de l'Armée d'Italie. Il est heureux de vous présenter une main reconnaissante et amie. »

À l'achèvement de sa mission à Rome, Monge rejoignit au château de Passariano son nouvel ami qui négociait la paix. Là, de fréquents entretiens sur les sciences et avec des savants italiens rapprochaient Bonaparte et Monge, celui-ci de plus en plus séduit par la profonde et lumineuse intelligence de celui-là.

En ce temps le héros d'Arcole confiait à ses officiers qui lui demandaient comment il emploierait son activité après la proche conclusion de la paix : « Je m'enfoncerai dans ma retraite, et j'y travaillerai à mériter un jour d'être de l'Institut. » Bien surprenante ambition peut-être, mais à l'honneur de l'institution concernée !

En fait, pendant les vingt mois de son proconsulat spontané au-delà des Alpes, Napoléon manifesta un constant et actif intérêt pour le relèvement de la condition des sciences en Italie comme pour leur promotion en France. En protégeant un astronome italien, il écrivait à l'académicien Lalande : « Toutes les fois que je puis être utile aux sciences et aux hommes qui les cultivent avec autant de succès, je suis mon inclination et je sens que je m'honore. »

Ce chef de guerre, concluant à Campo-Formio un glorieux traité, eut la très belle idée d'en faire porter le texte au gouvernement conjointement par le général Berthier et par l'académicien Monge, écrivant aux citoyens Directeurs le 18 octobre 1797 : « Accueillez, je vous prie, avec une égale distinction le général et le savant. Tous les deux illustrent la Patrie et rendent célèbre le nom français. »

À l'Institut, où le remplacement de Carnot le fructidorisé venait donc d'être imposé, Fourcroy lut cette lettre pour l'honneur qu'elle témoignait à un confrère éminent et très estimé. Peut-être ce geste fut-il un moyen détourné de poser devant la Ire classe la candidature académique du triomphateur de Campo-Formio. En cette classe, six savants au moins y étaient déjà acquis : Monge bien sûr, mais aussi Berthollet, Fourcroy, Lagrange, Lalande et Laplace.

Cette idée prit corps et, le 11 novembre suivant, la Ire classe sélectionna, parmi douze candidats, trois noms à présenter au vote global de l'Institut pour remplacer Carnot en la section qui est aujourd'hui celle de Mécanique de l'Académie des sciences. Le citoyen Bonaparte, qui était encore à Passariano et n'avait pu faire aucune visite, obtint en ce vote 411 points, contre 371 et 367 à ses rivaux immédiats. Nul ne songeait même à réclamer des travaux personnels proprement scientifiques d'un candidat âgé de vingt-huit ans seulement et classé hors pair dans l'opinion nationale par sa nomination quinze jours plus tôt au commandement en chef de l'Armée d'Angleterre !

Le 5 décembre, après dix-huit mois d'absence, Bonaparte retrouvait Paris. Triomphalement reçu par les Directeurs au Palais du Luxembourg, il est l'hôte deux jours plus tard d'un dîner fort académique, puisque groupant une vingtaine de membres des trois classes, avec chacun desquels il s'entretient de la façon la plus simple et la plus intéressante.

Le jour de Noël, l'élection eut lieu par 109 membres présents sur 144 et Napoléon obtint 305 points sur les 312 possibles. Avec le laconisme de rigueur, le procès-verbal mentionna simplement : « En conséquence, le président proclame le citoyen Bonaparte Membre de l'Institut. »

Le lendemain, ce Président recevait la lettre de remerciements de son nouveau confrère. Quinze lignes courtoises et sobres dont il faut surtout retenir celles-ci : « Les vraies conquêtes, les seules qui ne donnent aucun regret, sont celles que l'on fait sur l'ignorance. L'occupation la plus honorable, comme la plus utile pour les nations, est de contribuer à l'extension des idées humaines. »

Le même jour, Napoléon prit séance sans aucun cérémonial en la première Classe, dite des Sciences mathématiques et physiques et reconstituant en fait une Académie des Sciences.

Neuf jours plus tard se tenait une séance publique et générale de l'Institut, et *Le Moniteur universel* relata que Napoléon y arriva sans faste, y assista avec modestie, reçut

avec désintéressement les éloges que lui prodiguaient lecteurs et spectateurs, enfin se retira « incognito ».

Bien qu'accaparé par l'apparente préparation d'une descente militaire en Angleterre et surtout par la préparation effective, au bord de la Méditerranée, d'une flotte et d'un corps expéditionnaire dont la destination resta ignorée jusqu'à l'heure H, sauf d'une dizaine de confidents dont plusieurs savants, Bonaparte fut un académicien assidu. Jusqu'à son départ le 4 mai suivant, il assista à seize séances de sa classe et à quatre de l'Institut, participant à divers rapports, dont un notamment relatif à la « voiture à feu » de Cugnot, opérationnellement encore utopique. En fait, deux ans plus tard ce n'est qu'avec des hommes, des mulets et des chevaux que Napoléon fera franchir les cols du Saint-Bernard, du Simplon et du Mont-Cenis aux canons de son armée, surprenant l'ennemi par cette incroyable prouesse.

Entreprise le 4 mai 1798, comme déjà rappelé, l'expédition d'Égypte fut marquée d'une extraordinaire initiative de son chef qui conçut, décida et réalisa d'emmener avec lui 148 personnes, recrutées par Monge et Berthollet parmi des savants, des ingénieurs, des économistes, des littérateurs, des artistes et, même, des élèves de la jeune École Polytechnique, afin d'étudier sur place l'Égypte, son histoire, ses ressources, ses besoins et les moyens de pourvoir à ceux-ci en vue d'assurer sa prospérité future. Toutes les proclamations, tous les ordres de cette armée d'Orient débutent par ces mots : « Bonaparte, Membre de l'Institut national et Général en chef », en témoignage sans doute de fidélité à ses méditations de Passariano.

Moins d'un mois après la victoire des Pyramides, Napoléon fonde au Caire l'Institut d'Égypte dont le travail fut mené avec ardeur. Une collaboration active s'instaura avec l'Institut de France auquel Napoléon, revenu en France à l'improviste et à grands risques, exposait sobrement en la séance générale du 27 octobre les principaux résultats déjà obtenus, et signalait notamment que des ingénieurs relevaient les plans du canal qui avait relié jadis la Mer Rouge à la Méditerranée.

Quelques jours plus tard, c'est le coup d'État du 18 Brumaire qui fait de Bonaparte le Premier Consul, sans l'empêcher d'ailleurs, à trois jours de là, de siéger fort simplement à l'Académie des Sciences. Rappelons aussi que le procès-verbal de la séance du 22 mars 1800 mentionne que « le citoyen Bonaparte obtient la majorité absolue au premier scrutin » pour assurer la présidence, alors semestrielle, de la Ire classe. Quatre jours plus tard, Carnot, à qui Brumaire avait rouvert nos frontières, était réélu dans la section des Arts mécaniques, puis devenait ministre de la Guerre. À la vérité, cette présidence ne fut assumée par Napoléon qu'avec une relative assiduité, mais combien méritoire eu égard aux tâches et soucis qui absorbaient son inégalable activité.

Premier Consul, il donne aux académiciens le 13 mai 1801 le « Grand costume » dessiné par David, et confère en 1803 à l'Institut un nouveau Statut, qui élargit notablement le champ de ses travaux et de ses devoirs.

Devenu Empereur des Français, Napoléon attribue à l'Institut, le 20 mars 1805, ce Palais des Quatre Nations où nous sommes aujourd'hui réunis.

On ne peut résumer en quelques minutes l'ensemble des preuves d'intérêt que Napoléon Bonaparte a données à l'Institut et, notamment, aux savants. Mais, il faut au moins citer à cet égard la création, le 15 juin 1802, d'une médaille pour honorer, et d'un prix pour encourager, les expériences et découvertes sur l'électricité et le magnétisme, suite réfléchie aux expériences effectuées devant l'Académie des Sciences par Volta, venu à cet effet d'Italie sur son invitation. Et Bonaparte précisait : « Mon but spécial est de fixer l'attention des physiciens sur cette partie de la physique qui est, à mon sens, le chemin des grandes découvertes. »

Il faut citer aussi la fondation en 1807 de trente-cinq Grands Prix décennaux, dont l'unique attribution eut lieu en 1811. Il faut citer encore l'obligation faite en 1802 à l'Institut et en vertu de laquelle les quatre classes défilèrent à la barre du Conseil d'État devant l'Empereur, entre le 6 février et le 5 mars 1808, pour présenter le tableau général des Sciences, des Lettres et des Arts, le premier constituant la revue la plus complète et la plus remarquable de deux des plus brillantes décennies (1789-1808) dans les annales du monde savant.

Mais vint l'époque des revers, puis des défections.

En 1813, en écoutant la lecture du 29e Bulletin de la Grande Armée de Russie, qui

révélait un désastre inattendu, Monge tomba frappé d'apoplexie, dont il ne se remit ensuite que partiellement. Les mois suivants allaient, hélas, montrer une fois de plus combien de bouleversantes circonstances peuvent, même chez des esprits fort distingués, altérer ou dissiper serments et promesses.

Cependant, moins d'un an après ses adieux à la Garde Impériale et pour cent jours, Napoléon revenait. On ignore comment il répondit alors à la remise solennelle de l'adresse que lui présenta l'Institut. Mais, huit jours plus tard et en son nom, Carnot devenu ministre de l'Intérieur invitait le Président de l'Institut à faire figurer désormais sur les listes imprimées l'Empereur comme « Protecteur de l'Institut », sans omettre de rappeler son élection à la Ire classe comme simple particulier le 5 nivôse de l'an VI, et à pourvoir en conséquence à une élection de remplacement à ce siège, ce qui eut lieu le 8 mai 1815.

Ainsi, Napoléon épargnait à la Restauration de pouvoir le rayer de la liste des Membres, comme elle en eut la triste honte pour Carnot, qui reprit le chemin de l'exil, et pour Monge qui, sans renier jamais son admirative amitié pour le Général de l'Armée d'Italie, sombra dans le désespoir et s'éteignit trois ans plus tard.

Pendant ces années, sous le climat de Sainte-Hélène pour lui meurtrier, maintenant captif et martyr, un prodigieux « surhomme d'action » songeait encore parfois à ce que son incomparable destinée eût pu être s'il avait suivi sa juvénile inclination pour la Science !

Nostalgique rêverie sans doute, mais aussi hommage pathétique rendu à la Science par celui qui, au cours de sa fulgurante carrière, tint constamment les savants en grande et haute estime et leur témoigna efficacement bienveillance et amitié.

NAPOLÉON ET LES ARTS

PAR
M. **EMMANUEL BONDEVILLE**
Secrétaire perpétuel de l'Académie des beaux-arts

Napoléon aimait-il la musique ? Poser la question, ce n'est pas la résoudre. Tant d'affirmations contraires ont été prononcées qu'il faut enquêter soi-même et consulter les témoignages pour présenter une réponse solide. Comme l'écrit M. Marcel Dunan : « L'action militaire et politique cache la vie intellectuelle du temps. »

Grâce aux remarquables travaux de Théo Fleischman[1] nous savons quelle place la musique tenait dans les préoccupations de Bonaparte. Dès 1791, à 22 ans, élève officier, il répond à la question posée par l'Académie de Lyon : « Quelles vérités et quels sentiments importe-t-il le plus d'inculquer aux hommes pour leur bonheur ? » Les lignes que voici, extraites de son travail, prouvent que la musique tenait une place de choix dans sa vie : « La musique naît avec l'homme, et comme la plupart des arts se perfectionnent avec la société, se corrompent avec elle, se régénèrent avec elle, la musique est à la fois un bienfait du sentiment comme un moyen de le régler. »

En voyant Bonaparte accorder tant de vertus à l'art musical, nous serons moins surpris en lisant les conseils qu'il donne à sa fiancée Désirée Clary. Non seulement il souhaite que l musique ait sa place dans l'éducation, mais il en précise encore le rôle efficace : « La musique est l'âme de l'amour, la douceur de la vie, la consolation des peines et la compagne de l'innocence. »

S'il aimait surtout la musique vocale, Bonaparte n'était pas doué d'une voix de qualité : elle était, paraît-il, fausse et criarde. Mais ce n'est pas un facteur d'incompréhension et d'ignorance. Tous les musiciens savent qu'une mauvaise voix est souvent appelée voix de compositeur ou de chef d'orchestre !

La musique italienne a ses préférences et, particulièrement, celle de Paisiello. Il les justifie par un argument qui résume l'effet, le procédé cher à beaucoup de musiciens : « Les impressions qui se répètent sont les seules qui sachent s'emparer de nous. »

Berlioz rapporte dans *Les Soirées de l'orchestre* une anecdote contée par son maître Le Sueur qui en fut le témoin. Un chanteur tombe malade au moment d'un concert donné aux Tuileries. Il faut remplacer une œuvre de Paisiello par une autre du même compositeur. Grégoire, Secrétaire de la Musique de l'Empereur, ne pouvant en trouver, met à sa place une œuvre de Generali, mais laisse le nom de Paisiello. L'air est à peine commencé que Napoléon arrête le concert et lance à Le Sueur : « Ce morceau n'est pas de Paisiello. » L'infortuné Grégoire se défend comme il peut, attribue l'œuvre à la jeunesse de son auteur ; Napoléon ne cède pas : « Les coups d'essai d'un grand maître comme Paisiello sont toujours empreints de génie, et jamais au-dessous de la médiocrité, comme le morceau que vous venez de me faire entendre. » Et Berlioz de conclure : « Nous avons eu en France depuis lors bien des directeurs, administrateurs et protecteurs des beaux-arts, mais je doute qu'ils aient jamais montré cette pureté de goût dans les questions musicales auxquelles ils se trouvaient mêlés... Et pourtant, à coup sûr, Napoléon ne savait pas la musique. »

L'Empereur n'aura pas moins de fidélité envers la musique que le Premier Consul.

Si de Milan, il écrivait à Joséphine : « Viens vite entendre la bonne musique », il mande à Marie-Louise, plus tard : « Tout en faisant la guerre, j'ai entendu en Autriche de la très bonne musique. » Il y entend *Don Juan* de Mozart, qu'il aime. En 1807, à Varsovie, un orchestre le suit, dirigé par Paër ; à Vienne, il entend *Le Barbier de Séville*, de Paisiello, *Lodoïska*, de Cherubini.

Son entourage montre aussi la même ardeur musicale : Pauline prend des leçons de chant, sans grand succès, le prince Eugène, la reine Hortense sont plus brillants. Si Bonaparte associait la musique à la vie, elle devait être liée aussi à des épisodes tragiques de son existence, tels que l'attentat de la rue Saint-Nicaise. La voiture de Bonaparte était à peine

[1] Voir notamment *Napoléon et la musique*, par Théo Fleischman, édition Brepols, Bruxelles et Paris.

passée qu'une formidable explosion se produisit faisant de nombreuses victimes. Le Premier Consul, en habit d'académicien, venait d'une séance de l'Académie des Sciences et se rendait à l'Opéra pour entendre *La Création* de Haydn. Plus tard il devait demander que Haydn fût nommé membre associé de l'Institut. Savait-il que Haydn avait écrit des œuvres à la gloire de Nelson ?

Mais il devait montrer encore plus d'attention au musicien autrichien.

En 1809, après Wagram, les Français entrent à Vienne. Le bruit court que Haydn est mort. Napoléon envoie un maréchal et un duc prendre des nouvelles. Après la mort du musicien, une garde d'honneur est placée à son domicile avec mission de protéger ses inestimables manuscrits.

Stendhal assista au *Requiem* de Mozart, chanté à la mémoire de Haydn. Des généraux, des officiers français étaient présents, touchés de la perte que les arts venaient de faire. « Je reconnus, dit Stendhal, l'accent de ma patrie. »

Ces gestes, ces soucis ne marquent pas seuls l'action de Napoléon en faveur de la musique. Fondé en 1793 par la Convention, le Conservatoire de musique fut réorganisé en 1806 et doté la même année d'une salle de concerts, inaugurée en 1811, et dont la perfection acoustique est célèbre dans le monde entier.

Souhaitons qu'elle soit bientôt restituée à sa vocation musicale qu'elle n'aurait jamais dû quitter. C'est là que Berlioz et Wagner eurent la révélation des symphonies de Beethoven.

Après les orages de la Révolution, la villa Médicis est rétablie. Talleyrand négocie cette réinstallation. Le Grand Prix de Rome de musique est créé en 1803. Il devait être illustré par Berlioz, Gounod, Bizet, Massenet, Ambroise Thomas, Charpentier, Debussy, Florent Schmitt. Quel palmarès ! C'est l'Académie des Beaux-Arts, nouvellement fondée, qui inaugure en 1806 les séances publiques de l'Institut.

C'est sous l'Empire que revivent les *Concerts spirituels*, florissants sous l'Ancien Régime, mais abandonnés depuis 1801. En créant les maisons d'éducation de la Légion d'honneur, Napoléon y impose l'enseignement de la musique.

L'Empereur réorganise les théâtres, en fixe le nombre, le rang, l'Opéra-Comique devient Théâtre National, et il n'oublie pas la province. Il lutte contre les facilités qui ruinent personnel et auteurs. Ces derniers, il les protège, réglemente le droit des auteurs et des compositeurs. Grâce à l'intervention de Joséphine, il fait représenter *La Vestale* de Spontini et lui commande *Fernand Cortez*, donne ses instructions pour l'esprit dans lequel le livret doit être composé. Il n'ignore pas le rôle des spectacles dans la politique. Berlioz, là encore, témoigne du choix heureux de l'Empereur.

Il nous faudrait mentionner encore bien des initiatives dont le décret de Moscou fixant le régime de la Comédie-Française est la plus célèbre et tout commentaire affaiblirait la signification de cette décision prise au milieu des soucis les plus graves. Ici encore, « ce sont les faits qui louent ».

Faut-il croire Stendhal quand il écrit, en marge du manuscrit de son *Histoire de la peinture en Italie* : « Napoléon disait que les architectes feraient le déshonneur de son règne » ? Si l'Empereur marque une prédilection pour les ingénieurs, il n'en donne pas moins un rôle majeur aux architectes.

C'est en compagnie de David qu'il visitait Paris, le matin, pour juger des travaux nécessaires, mieux concevoir les embellissements qu'il projetait. Mais, soucieux de préserver son temps pour ses travaux de peintre, David lui conseille de s'adjoindre deux architectes, Percier et Fontaine.

Ce sont eux qui perceront la rue de Rivoli.

De grands travaux de voirie sont décidés : il faut dégager les Tuileries et Notre-Dame. Napoléon demande à Chaptal, son ministre de l'Intérieur, un résumé de ce qui a été fait et de l'état des travaux.

En 1806, l'exposé de la situation de l'Empire montre que deux ponts ont été construits, le pont des Arts, avec son architecture métallique, nouvel attrait pour l'époque, le pont de la Cité. Un troisième est en voie d'achèvement : le pont d'Austerlitz. Un arc de triomphe est projeté à l'entrée des boulevards : il sera élevé à l'Etoile. La Madeleine va devenir le Temple de la Gloire ; Napoléon, revenant de Tilsitt, interroge son architecte sur les mérites de Vignon dont le projet a été retenu par lui-même.

La réunion du Louvre et des Tuileries le préoccupe autant. Il veut que sa capitale soit la première de l'univers. Le pont d'Iéna est commencé. La Colonne de la Grande Armée, imitée de la colonne trajane, orne la place Vendôme. Le péristyle du Corps législatif, notre Assemblée nationale, fera face au Temple de la Victoire, la Madeleine.

Napoléon visitait lui-même les quartiers de Paris voués à l'embellissement, voulait une galerie couverte pour conduire de la rue de Richelieu aux guichets du Louvre, une salle d'Opéra sur la place du Carrousel — projets non réalisés — un palais de la Bourse.

En 1808 il demande un rapport à son ministre de l'Intérieur : « Où en est la Bourse ?... Qu'a-t-on fait à l'Arc de Triomphe ?... Tout cela marche-t-il ? Passerai-je sur le pont d'Iéna à mon retour ? »

En 1810, il visitera le chantier de la Bourse à l'Improviste, interrogeant sur tout : le montant de la dépense, la profondeur des fondations, la durée des travaux, les démolitions nécessaires pour dégager le nouvel édifice. Brongniart, l'architecte, mourra sans voir son œuvre achevée. Elle ne le sera qu'en 1825.

Des fontaines doivent rappeler les grands faits du règne : la fontaine Desaix place Saint-Sulpice, la fontaine de Mars et d'Hygie près de l'Hôpital militaire. D'autres projets plus grandioses, le palais du Roi de Rome à Chaillot, une cité universitaire et administrative au Champ de Mars, ne furent pas réalisés. Le règne fut trop court.

Parmi les témoignages nombreux de l'intérêt de Napoléon pour l'architecture, Fontaine, qui devait être nommé, en 1813, premier architecte de l'Empereur, a laissé dans son *Journal* des notes précieuses montrant les connaissances imprévues de Napoléon en matière d'architecture et Bourrienne note qu' « il n'y avait pas de chose dont il parlât et entendît parler plus volontiers que de constructions nouvelles ».

Le soin de Napoléon pour la vie artistique apparaît encore dans la sculpture.

Ne déclara-t-il pas qu'il voulait donner aux sculpteurs du travail pour vingt ans ?
Le gouvernement de l'Empereur continue la série des grands hommes destinée aux Tuileries. Si Napoléon refuse que son portrait figure sur le quadrige du Carrousel, il accepte les allégories : comme le montre Louis Hautecœur : Canova le dresse en la nudité des héros, Houdon le ceint du laurier, Chaudet le drape de la toge antique au sommet de la colonne Vendôme ou le montre au Palais-Bourbon en législateur.

C'est dans la peinture que Napoléon marque sa plus grande attention pour les arts plastiques.

Le Directoire avait précisé à Bonaparte : « Le temps est arrivé où le règne des Beaux-Arts doit passer en France pour affermir et embellir celui de la liberté. »

En 1800 le Premier Consul inaugure le Musée des Antiques. En 1801 une nouvelle partie du Louvre est ouverte au public. En 1810 c'est la grande galerie du bord de l'eau.

Une autre est créée au Luxembourg, puis le musée de la manufacture de Sèvres, premier musée céramique d'Europe.

En 1811 des tableaux sont répartis entre plusieurs villes.

Les Salons sont ouverts à tous les artistes, après avis d'un jury. Naturellement le Salon des refusés naît aussitôt.

Napoléon visitant le Salon de 1808 décore de la Légion d'honneur Gros, Girodet, le sculpteur Cartellier. David reçoit la rosette d'officier.

Le dernier Salon de 1812, pendant la retraite de Russie, apportera la révélation foudroyante de Géricault.

Les rencontres de Napoléon et de David donnent des preuves de cette sollicitude. Déjà Bonaparte avait accueilli David pendant la campagne d'Italie.

A dîner chez le Secrétaire général du Directoire, il voulut s'asseoir auprès du peintre. Dès lors, David put lui demander de poser pour des portraits. Bonaparte n'avait guère de temps à lui accorder. Quand David lui déclara : « Je vous peindrai l'épée à la main dans un combat », Bonaparte répondit : « Ce n'est pas avec l'épée qu'on gagne les batailles. »

Nommé Premier peintre de l'Empereur, David brossa le fameux portrait du pape Pie VII. Pour un portrait de l'Empereur destiné à la ville de Gênes, il n'obtint pas de pose, s'en désintéressa, le fit exécuter par un élève. L'œil de l'Empereur ne le trompa pas plus que son oreille, naguère. Il écrivit à Daru :« C'est un portrait si mauvais, tellement rempli de défauts que je ne l'accepte pas. »

Quand David terminait *Le Sacre*, Napoléon lui rendit visite et fit modifier l'attitude trop atterrée du Pape quand lui-même couronnait Joséphine. Dans *La Distribution des Aigles*, si Joséphine dut disparaître, Napoléon fit supprimer une victoire allégorique mêlant les lauriers aux drapeaux. En 1815 David resta fidèle à Napoléon qui lui rendit visite pour admirer *Léonidas aux Termopyles* et lui remettre la cravate de commandeur de la Légion d'honneur.

Gros bénéficie, lui aussi, de l'appui de Bonaparte, quand, à Gênes, Joséphine le lui présente. Bonaparte crée en 1804 le concours pour 1810 et divise les épreuves de peinture en « sujets d'histoire » et en « sujets honorables pour le caractère national », nés des événements du temps.

Gros l'emporte avec *Le Combat de Nazareth*.

Bonaparte lui commande aussitôt *Les Pestiférés de Jaffa*.

La Bataille d'Eylau vaut à Gros d'être décoré par l'Empereur. La protection impériale lui demeure fidèle pour *La Bataille des Pyramides*.

Une anecdote récente sera la plus belle conclusion de cet exposé rapide. Il y a deux ans, René Huyghe se rendit au monastère Sainte-Catherine, sur le Sinaï, espérant découvrir de riches icônes coptes, précieuses pour la transition entre l'art romain et l'art byzantin.

Quand il fut dans le monastère, on lui montra un ordre signé par Bonaparte, avertissant le supérieur qu'il envoyait une compagnie commandée par Kléber pour protéger, pendant la campagne d'Égypte, les documents et les souvenirs inestimables que possédait le couvent.

Un nom a manqué dans ce tableau impressionnant des préoccupations artistiques de Napoléon : celui de Beethoven. Ils ne se rencontrèrent jamais. Napoléon aurait pu lui dire, comme à Goethe : « Vous êtes un homme, Monsieur Beethoven ! »

Vous avez entendu l'air de Léonore, extrait de Fidelio[2]. À la première représentation de l'œuvre en 1805, après Austerlitz, en 1809, après Wagram, des officiers français emplissaient la salle. Ils connaissaient les goûts de Napoléon. Au musée de la Société des Amis de la Musique, dans la capitale autrichienne, on peut voir le manuscrit de la *Symphonie héroïque*. La dédicace à Bonaparte fut rayée, grattée violemment par Beethoven quand le dédicataire devint Empereur.

En 1820, un an avant que Sainte-Hélène commence son triste chemin dans l'immortalité, au cœur de l'Europe, à Vienne, un autre solitaire pense à Napoléon. Isolé du monde par sa surdité, celui qui devait écrire le plus bel hymne à la fraternité, la *IXe Symphonie*, prononçait, en dépit de réserves compréhensibles, le plus simple et peut-être le plus éloquent éloge de l'Empereur : « Il avait le sens de l'art et de la science et détestait les ténèbres. »

[2] Au milieu de la séance, Mme Suzanne Sarroca, de l'Opéra, avait interprété cette œuvre.

NAPOLÉON
ET LA PREMIÈRE ACADÉMIE
DES SCIENCES MORALES

PAR
M. **MARCEL DUNAN**
délégué de l'Académie des sciences morales et politiques

J'apporte à mon tour l'hommage de mon Académie à la grande mémoire du fils d'Ajaccio qui fut le général Bonaparte, le Premier Consul, l'empereur Napoléon, attacha à nos drapeaux le lustre d'éclatantes victoires et, terminant la Révolution, appliqua ses dons remarquables d'organisation et de dynamisme à la « restructuration » de la France, État et Nation, pour un siècle et demi.

Autour de lui, je voudrais évoquer, comme un cortège d'accueil au nouvel académicien, telles figures de confrères qui situeront un monde si oublié aujourd'hui.

L'Académie des Sciences morales et politiques, la cinquième et plus jeune de celles composant de nos jours l'Institut de France, ne date, sous ce nom et dans ce cadre, que de 1832. Mais en réalité sa création remonte à celle même de l'Institut, par l'article 298 de la Constitution de l'an III (22 août 1795) confiant la France au régime à cinq têtes du Directoire. L'ex-abbé Grégoire, ayant fait voter par la Convention le 8 août 1793 la suppression de toutes les Académies, elle organisait à leur place, par la loi du 26 octobre 1795 cet Institut, composé de trois Classes : entre la Première « Sciences physiques et mathématiques » et la troisième « Littérature et Beaux-Arts », la deuxième, neuve de nom et d'objet, « Sciences morales et politiques », forme initiale de notre venue au monde, que, fidèle à l'esprit sinon à la lettre de mon sujet, j'appelle « la Première Académie des Sciences morales ».

La loi du 25 octobre attribuait à la deuxième classe six sections, les autres en comptant dix et huit, toutes de six membres. Elle prévoyait la désignation d'un premier tiers par le gouvernement, puis l'élection par ce noyau des 144 autres membres.

Les douze ainsi « nommés » aux six sections des Sciences morales le 20 novembre 1795 étaient, pour « l'Analyse des Sensations et des Idées», (depuis « Philosophie ») les citoyens Volney, l'auteur des *Ruines ou Méditations sur les révolutions des empires*, et Garat qui, ministre de la Justice successeur de Danton, avait eu à notifier à Louis XVI sa condamnation et en surveiller l'exécution ; pour « la Morale », deux écrivains, Bernardin de Saint-Pierre sous le signe de *Paul et Virginie* et l'irrévérencieux satirique des *Tableaux de Paris* Mercier ; pour « la Science sociale et la Législation », l'ex-oratorien Daunou, principal auteur de la Constitution de l'an III, futur « Archiviste de l'Empire », et le jurisconsulte Cambacérès, régicide, qui deviendra second Consul puis prince archichancelier ; pour l' « Économie politique », l'ex-abbé Siéyès qui, ayant inauguré la Révolution par une formule célèbre, la finira par le Dix-huit Brumaire, et l'avocat Creuzé de la Touche (que, mort dès 1800, on remplacera par le Troisième Consul Lebrun, futur architrésorier) ; enfin pour « l'Histoire », deux spécialistes oubliés, Levesque et Delisle de Sales ; pour « la Géographie », deux autres, Buache et Mentelle.

Ce premier lot, nommé, je le répète, par le gouvernement, s'adjoignit, dans un mélange analogue pour nous de noms célèbres ou effacés, notamment le Directeur La Réveillère-Lepeaux, le ministre Merlin de Douai, Roederer, acteur décisif du 10 août, Lakanal, bénéfique président du Comité de l'instruction publique aux Cinq Cents, Pastoret que Charles X fera chancelier de France, l'économiste Dupont de Nemours, Cabanis, le médecin athée de Mirabeau, — le plus marquant sans doute Talleyrand, ce Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, l'évêque défroqué que les subtilités de sa formation théologique préparèrent à la haute diplomatie du ministre des Relations extérieures du Directoire, du Consulat et de l'Empire, ce prince de Bénévent par la grâce de Napoléon dont mes longues recherches d'archives m'ont permis d'achever d'élucider les trahisons et la vénalité fameuses. La Classe

des Sciences morales joua un rôle d'importance historique à l'origine de la collaboration orageuse du grand seigneur et du petit officier corse, élu le 25 décembre 1797 à la Classe des Sciences physiques et mathématiques, que je vais enfin rejoindre sous cette coupole du palais où il installa nos ancêtres.

Amaigri par les fatigues des campagnes après les privations des « années obscures », le visage émacié sous les longues mèches éparpillées qu'il coupera dès le Consulat, il est, à vingt-huit ans, d'une sveltesse qui ne laisse rien deviner de l'embonpoint futur de l'Empereur. Fier du nouveau titre dont il accompagnera dans les signatures de ses proclamations celui de général en chef, il ne porte cependant pas alors, comme le veut la légende, le costume à broderies vertes qu'il donnera seulement en l'an IX à ses confrères. Il s'habille en civil, on disait « en bourgeois », sauf dans les grandes manifestations solennelles par lesquelles le Directoire en corps ou les plus hautes personnalités de l'État fêtent, tout empanaché, le signataire du traité de Campo-Formio consacrant avec la paix la possession par la France de la Rive gauche du Rhin.

Le nouveau membre fut un académicien assidu. Avant de quitter Paris le 4 mai 1798 pour aller commander l'armée d'Égypte, il assista, ou vous l'a dit, à seize séances de sa Classe et quatre séances générales dont deux publiques où sa présence excitait toujours « des murmures flatteurs ». Celui qu'on avait appelé à la romaine, *l'Italique*, « en train de devenir *l'Égyptiaque* », fonda aux bords du Nil cette filiale, l'Institut d'Égypte.

Échappé aux croisières anglaises, dès son retour à Paris, il reprend sa place parmi ses confrères. Ils lui remettent une médaille de platine offerte par souscription, le représentant au revers d'un beau profil, à cheval, guidé par Belloné et la Prudence, un rameau d'olivier à la main, en exergue « paix signée ». « Cette médaille, dit la lettre d'envoi, doit par la nature du métal dont elle est formée durer presque autant que votre gloire. » Les 2 et 12 novembre 1799, il assiste aux séances ; dans l'intervalle il est devenu Consul le 10, lendemain du 18 Brumaire, avec son confrère des Sciences morales et principal associé du complot, Sieyès.

L'année 1802 voit avec le Consulat à vie rétablir une véritable monarchie. L'année 1803 est capitale dans l'histoire de l'Institut, puisque l'arrêté consulaire du 23 janvier le divisa en quatre Classes au lieu de trois : Sciences physiques et mathématiques, Langue et Littérature françaises, Histoire et Littérature ancienne, Beaux-Arts. Celle des Sciences morales et politiques avait disparu : ici je retrouve une légende tenace contre laquelle j'ai déjà protesté : celle que Bonaparte l'aurait supprimée comme « foyer de l'esprit de liberté ». Garat a écrit dans ses *Mémoires historiques sur la vie de M. Suard* : « Le but des premiers changements de l'Institut était d'en exclure les Sciences morales et politiques pour exclure ensuite plus facilement la République de la France. » S'appuyant sur cette affirmation sans preuves, l'historien très partial d'*Une académie sous le Directoire* renchérit : « Bonaparte poussa du pied la Classe des Sciences morales parce qu'elle le gênait ; ce fut le jugement des contemporains et ce sera celui de l'Histoire. » Dossier réexaminé, cette thèse est insoutenable.

Destutt de Tracy, un général démissionnaire qui jugeait peu clair le nom « d'Analyse des Sensations et des Idées » imposé à sa section et à la science qu'elle représentait, créa et lança dans un *Traité d'Idéologie* l'appellation qui fit fortune. Ses amis du salon de Mme Helvétius à Auteuil, devenu après la mort de cette dame celui de Cabanis, se baptisaient eux-mêmes idéologues, nom que Bonaparte adopta, l'étendant non seulement à « la société d'Auteuil » mais à la Classe de l'Institut dont plusieurs d'entre eux faisaient partie. Eux-mêmes appelaient le Premier Consul « l'idéophobe ». Les plus marquants étaient matérialistes et athées, indignés à la pensée que les prêtres pourraient reprendre une partie de leur influence d'antan. Naigeon, Volney, Cabanis s'exprimaient en ces occasions avec vivacité et même avec colère. Cabanis s'emporta contre Bernardin de Saint-Pierre et ses vues providentialistes jusqu'à s'écrier : « Je jure que Dieu n'existe pas ! » Or la France et son chef, éclairé par l'attitude de toute une partie du peuple et le revirement des salons en faveur du « néocatholicisme » de Fontanes et du vicomte de Chateaubriand, étaient alors entraînés vers une résurrection des cultes traditionnels et plus généralement des vieux usages.

Le ministre de l'Intérieur, le grand chimiste Chaptal, était un membre de l'Institut (Classe des Sciences physiques). C'est lui qui proposa le rétablissement des quatre Académies royales sous leurs anciens noms. Le Conseil d'État écarta formellement le mot même d'Académies, mais accepta le dispositif sous la forme des quatre Classes substituées, je l'ai dit, aux trois du Directoire. *On répartit dans les nouvelles Classes les éliminés des Sciences morales.*

1814 et 1815 devaient ramener l'ère des épurations de la Révolution. Louis XVIII rendra en 1816 aux quatre Classes leurs noms d'Académies. Et quand en 1832 Louis-Philippe, le roi du drapeau tricolore et du retour des Cendres, en créera enfin une cinquième, la nôtre, on y verra reparaître sept comtes d'Empire dont Sieyès et Garat, comme aussi le prince de Talleyrand et d'autres revenants, tel le vieux Lakanal dans son vétuste costume de l'an IX...

L'Histoire, cette science, nous enseigne une grande philosophie ! Vous me pardonnerez, j'espère, d'avoir voulu, pour être à la page, « dans le vent », apporter « ma contestation » dans l'hommage national à Napoléon de mon Académie des Sciences morales et politiques.

©Ben Dauchez
Napoléon empereur par Phillipe-Laurent Roland

INSTITUT DE FRANCE 1795

PERPÉTUER
SOUTENIR
ÉCLAIRER

institutdefrance.fr